

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

Les Biens donnés à la Femme
par un tiers, dans le régime
dotal, sont-ils insaisissables au
regard de ses créanciers ?

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le 9 Décembre 1907, à 2 heures 1/2

PAR

Henry TRESCA

Avocat à la Cour d'Appel de Paris.

Président : M. WEISS

*Assesseurs : } MM. WAHL.
 HITIER.*

DUNKERQUE

TYPOGRAPHIE-LITHOGRAPHIE MINET-TRESCA, RUE DES PIERRES, 7

1907



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

Les Biens donnés à la Femme
par un tiers, dans le régime
dotal, sont-ils insaisissables au
regard de ses créanciers ?

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le 9 Décembre 1907, à 2 heures 1/2

PAR

Henry TRESCA

Avocat à la Cour d'Appel de Paris.



Président : M. WEISS

Assesseurs : } MM. WAHL.
 HITIER.

DUNKERQUE

TYPOGRAPHIE-LITHOGRAPHIE MINET-TRESCA, RUE DES PIERRES, 7

1907

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

A MES PARENTS

HOMMAGE D'AFFECTUEUSE RECONNAISSANCE

BIBLIOGRAPHIE

- AUBRY et RAU : Cours de droit civil français, 4^e édit.
- BARTIN : Notes au Dalloz, 1901, t. 149, col. 2.
- BELLOT DES MINIÈRES : Régime dotal.
- BOILEUX : Commentaire du Code Civil sur l'art. 1558.
- CHARMONT : Revue critique de législation et jurisprudence, 1901.
- CUBAIN : Droit des femmes.
- DALLOZ : Recueil de jurisprudence.
- DELOYNES : Revue critique de législation et jurisprudence, 1882.
- DEMANTE et COLMET DE SANTERRE : Cours analytique de Code civil, 3^e édit.
- A. DEMOLOMBE : Revue de législation et jurisprudence, 1835.
- DURANTON : Cours de droit français
- DUTRUC : Traité de la séparation de biens.
- FABRE : Note au Sirey, 1864, t. 2. 140.
- FENET : Travaux préparatoires du Code Civil.
- GIDE : Condition privée de la femme.
- GUILLON : Traité du contrat de mariage.
- JOUITOU : Etude sur le régime dotal.

LABBÉ : Revue critique de législation et jurisprudence,
1856.

LAURENT : Principes de droit civil.

LECOURTOIS et SURVILLE : Du contrat de mariage.

LYON-CAEN : Notes au Sirey, 1876, 2. 65 et 1879, 2. 65.

MARCADÉ : Explication théorique et pratique du Code
Napoléon.

MANGIN : Revue critique de législation et jurisprudence
1886 et Annales droit commercial 1899.

PANDECTES FRANÇAISES : Recueil mensuel de jurispru-
dence et de législation.

PLANIOL : Traité élémentaire de droit civil, 3^e édit.

RODIÈRE et PONT : Traité du contrat de mariage.

SALEILLES : Annales de droit commercial, 1897.

SÉRIZIAT : Du régime dotal.

SIREY : Recueil général des lois et arrêts.

TESSIER : Traité de la dot.

TISSIER : Note au Sirey, 1901, 1. 185.

TOULLIER : Le droit civil français suivant l'ordre du Code

TROPLONG : Droit civil expliqué.

VAVASSEUR : Revue critique de législation et de jurispru-
dence, 1878.

VIGIÉ : Revue critique de législation et de jurispru-
dence, 1897.

INTRODUCTION

« Quiconque s'est obligé personnellement, est tenu
« de remplir son engagement sur tous ses biens
« mobiliers et immobiliers, présents ou à venir, »
nous dit l'article 2092 du Code Civil.

Pourtant une exception remarquable existe pour
la femme mariée sous le régime dotal. L'article 1554
du Code Civil décide en effet que « les immeubles
constitués en dot ne peuvent être aliénés ou
hypothéqués pendant le mariage, ni par le mari, ni
par la femme, ni par les deux conjointement. »

Ce n'est pas que la femme devienne incapable de
s'obliger d'une manière générale ; elle reste, malgré
la règle de l'article 1554, pleinement capable de
contracter des obligations avec l'autorisation de son
mari, et la validité de ses obligations se traduit par
ce fait que ses biens paraphernaux répondent de
leur exécution. C'est un principe admis par les

auteurs et qui a été sanctionné à diverses reprises par la jurisprudence (1).

Mais, si l'obligation est valable, elle n'est pas du moins pleinement efficace ; l'article 1554 s'oppose à ce qu'elle produise sur les biens dotaux tous les effets ordinaires : la dot ne pourra être saisie par les créanciers. La femme ne saurait avoir le droit de l'aliéner indirectement en contractant des obligations.

Si on repoussait cette solution, il est clair que l'article 1554 resterait lettre morte, que l'inaliénabilité ne protégerait pas la dot contre les entraînements ou les mauvaises spéculations des époux, et que la ruine de la femme suivrait toujours celle du mari. La dot échappera donc aux poursuites des créanciers, elle assurera à la famille un patrimoine qui survivra à tous les désastres financiers.

Voilà donc le principe posé et accepté universellement.

Mais les effets de l'insaisissabilité n'ont pas été fixés d'une façon complète ni par la jurisprudence de nos anciens Parlements, ni par les textes du Code ; cette tâche a été laissée aux commentateurs du droit moderne.

(1) Deloynes, loc. cit., page 546.

Vavas seur, revue critique de législation et de jurisprudence 1878, pages 293 et suivantes. — Grenoble 16 Décembre 1882, Sirey 1884. 2. 65 et la note.

Lorsqu'il s'agit de la remplir, l'on se trouve en présence d'une question fondamentale, dont la solution exerce une influence décisive sur la plupart des difficultés que soulève la matière : il s'agit de préciser le caractère de l'insaisissabilité, de formuler le principe juridique sur lequel elle repose.

Deux théories nettement opposées se trouvent en présence : — l'une explique l'article 1554 par l'idée d'une incapacité spéciale qui pèserait sur la femme ; — l'autre soutient que l'article modifie, non la capacité du propriétaire, mais ses droits sur l'immeuble, qu'il apporte une restriction au droit de propriété.

Examinons les deux opinions et voyons si la jurisprudence a adopté l'une d'elles, ou ne s'est pas, plutôt, tenue à égale distance de ces deux opinions opposées.

La théorie expliquant l'insaisissabilité des biens dotaux par une indisponibilité est fort mal accréditée en doctrine et rejetée par la jurisprudence. Le droit d'aliéner, dit-on, est retiré momentanément du patrimoine : la femme n'a plus dans sa fortune pendant le mariage qu'une propriété démembrée privée d'une de ses prérogatives ordinaires, le droit de disposition. Les biens dotaux, en raison de leur destination spéciale qui est de subvenir aux charges du mariage, de conserver des ressources à la famille, sont en quelque sorte mis hors du commerce. Voilà pourquoi les aliénations de ces biens, les obligations

sur ces biens que pourrait consentir la femme, sont inefficaces (1).

Mais nous comprenons fort mal comment une déclaration de volonté suffit à mettre les biens hors du commerce, bien plus une déclaration unilatérale. Il suffirait donc qu'une fille majeure, sous le coup de poursuites de ses créanciers, se mariât sous le régime dotal pour se soustraire aux conséquences de ses obligations. Et ses créanciers, hors le cas de fraude et la ressource de l'action révocatoire de l'article 1167, seraient désarmés. La jurisprudence admet du reste que l'immeuble dotal peut être aliéné pour les dettes de la femme antérieures au mariage, et, par suite, saisi par les créanciers à raison de ces dettes.

Remarquons aussi que si l'article 1554 mettait les immeubles dotaux hors du commerce, il faudrait décider qu'ils sont imprescriptibles (argument tiré de l'article 2226 du Code Civil). Or ils sont prescriptibles même pendant le mariage si la prescription a commencé auparavant (article 1561 du Code Civil).

De plus si l'insaisissabilité tenait à l'indisponibilité des biens dotaux, ces biens resteraient indisponibles, quelle que soit la cause de l'obligation de la femme. Mais la jurisprudence nous dit que l'obligation de la femme est valable et engage même les

(1) Mougin, revue critique de législation et jurisprudence, 1886.

biens dotaux, lorsque la femme se trouve obligée sans sa volonté, par suite de son délit ou de son quasi-délit (1).

Enfin le mariage une fois dissous, si les biens dotaux étaient indisponibles en raison de leur destination, cette destination cessant, ils redeviendraient disponibles, et les créanciers de la femme pourraient poursuivre, après la dissolution du mariage, sur les biens dotaux, l'exécution des obligations nées pendant le mariage. — Cette fois encore la jurisprudence est d'avis contraire et admet que les créanciers qui ont traité au cours du mariage, n'ont pas plus de droits sur les biens dotaux, après la dissolution, qu'ils n'en avaient pendant sa durée (2).

Cette théorie est donc à rejeter. Voyons maintenant la théorie de l'incapacité de la femme.

Celle-ci admet que la femme, sous le régime dotal, est frappée d'une incapacité particulière, plus complète que celle qui l'atteint sous les autres régimes, et cette incapacité suffit à expliquer le caractère inaliénable de la dot. De droit commun la femme, incapable de contracter, peut se voir relever de cette incapacité par l'autorisation de son mari ou de justice ; à l'égard de la dot l'incapacité est plus profonde, elle ne peut être supprimée par aucune

(1) Cassation, 16 Février 1880 ; Siréy, 81. 1. 351.

(2) Cassation, 18 Août 1869 ; Siréy, 70. 1. 69.

autorisation. elle protège la femme contre les conseils intéressés, les abus d'influence du mari, ou contre les spéculations dangereuses dans lesquelles elle voudrait engager le patrimoine dotal. La règle qui interdit l'aliénation de la dot a donc exactement la même nature juridique que celle qui défend à la femme mariée d'agir sans autorisation, elle doit produire les mêmes effets. D'après cette conception de l'inaliénabilité, la propriété de la dot conserve toutes les prérogatives ordinaires, le droit d'aliéner continue à exister et à faire partie du patrimoine de la femme, seulement l'exercice du droit est paralysé entre les mains de celle-ci par suite d'une incapacité spéciale, indestructible (1).

Mr Mongin a critiqué en ces termes cette théorie (2) :

« Elle fait échec aux principes généraux sur le
« caractère de l'incapacité. Dans toute circonstance
« la capacité de passer un acte juridique est déter-
« minée par la nature de cet acte et par l'importance
« des biens auxquels il s'applique : ici elle est
« déterminée par un élément tout nouveau, par la
« destination des biens. Il résulte de là que des
« actes exactement analogues au point de vue

(1) Gide, condition de la femme. — Labbé, revue critique, 1856.
— Deloynes, revue critique, 1882. — Guillouard, Traité du contrat de mariage.

(2) Revue critique 1886, page 186.

« juridique, et s'appliquant à des biens de même
« importance, exigeant dans toute autre circonstance
« la même capacité, seront, suivant les cas, interdits
« ou permis : la femme sera bien capable d'aliéner
« un immeuble paraphernal avec l'autorisation de
« son mari, et le même acte dépassera sa capacité
« juridique lorsqu'il s'appliquera à un immeuble
« dotal. Bien plus, le même acte juridique fera
« naître une double situation, il sera régi simultanément
« ment par deux règles contradictoires : la femme
« aura la capacité nécessaire pour contracter une
« obligation, elle n'aura pas capacité pour en subir
« les conséquences ; si elle fait un emprunt, elle est
« capable d'emprunter et en même temps incapable
« de subir les effets du contrat. Aucune autre partie
« de notre droit ne présente, croyons-nous, une
« règle analogue de capacité.

« Une dérogation plus grave encore, c'est qu'on
« livre à la fantaisie des conventions particulières
« des règles qui sont toujours considérées comme
« d'ordre public. La capacité des personnes est
« réglée par la loi et ne peut l'être que par elle, les
« particuliers ne peuvent pas à leur gré la créer, la
« supprimer ou la restreindre ; il paraîtrait absurde
« qu'un mineur pût modifier, par une convention
« spéciale, la capacité juridique que lui attribue la
« loi. C'est ce principe supérieur qui se trouve ici
« violé : la capacité de la femme va être fixée au
« gré des parties par des stipulations du contrat

« de mariage, elle dépendra de l'étendue donnée à
« la dot et des clauses qui régleront le pouvoir
« d'aliénation ; il ne sera même pas nécessaire, pour
« introduire ces modifications, d'adopter le régime
« dotal, puisqu'il est reconnu que sous la commu-
« nauté les propres de la femme peuvent être
« stipulés inaliénables. »

Enfin si nous comprenons très bien comment cette idée nous permet d'expliquer l'inaliénabilité des biens dotaux, nous ne voyons pas du tout comment elle justifie l'insaisissabilité ; de deux choses l'une, en effet : — ou bien la femme est incapable de s'obliger ; ses créanciers ne pourront par suite saisir ses biens dotaux, soit ; mais ils ne pourront rien saisir du tout ; — ou bien la femme est capable de s'obliger et elle est tenue de remplir son engagement sur tous ses biens mobiliers et immobiliers, présents ou à venir.

On nous répond, il est vrai, que la femme dotale est frappée d'une incapacité spéciale, l'incapacité de s'obliger sur ses biens dotaux ; le sens de cette formule nous semble bien mystérieux ; pour savoir si une personne est capable ou non, on envisage les actes qu'elle peut faire ou ne pas faire, mais non pas les conséquences de son acte une fois accompli. Nous comprendrions qu'on nous dise : la femme dotale ne peut s'engager que jusqu'à concurrence d'une certaine somme — ses paraphernaux. Mais telle n'est pas du tout l'idée des défenseurs de cette

théorie, car, pour eux, la femme peut s'obliger valablement même au delà de sa fortune paraphernale présente, puisqu'ils admettent que ses créanciers pourront saisir ses paraphernaux futurs, les biens qu'elle pourra acquérir comme veuve ou divorcée, et enfin les biens de ses héritiers, si ces derniers ont accepté sa succession sans se prévaloir du bénéfice d'inventaire

La théorie de l'incapacité de la femme ne nous paraît donc pas plus acceptable que celle de l'indisponibilité réelle.

Examinons alors si cette insaisissabilité ne serait pas conventionnelle.

Remarquons, tout d'abord, qu'un contrat passé entre un créancier et son débiteur, contrat par lequel il serait stipulé qu'une partie du patrimoine de ce débiteur serait soustraite aux poursuites du créancier, n'aurait en lui rien d'illicite.

Sous le régime dotal la femme use de cette possibilité : elle prévient à l'avance les personnes qui voudraient contracter avec elle qu'elle entend soustraire à leur droit de poursuite une partie de son patrimoine : sa dot. Le fait de contracter avec une femme dotale entraînera l'acceptation tacite d'une clause de ce genre. Si nous poussions plus loin ce raisonnement nous pourrions montrer, croyons-nous, que cette interprétation paraît bien conforme à la réalité des choses ; qu'il nous soit permis, en

effet, de dire un mot d'une théorie empruntée au droit commercial : la théorie du patrimoine d'affectation.

M^r Mougin dans une étude sur le nantissement des fonds de commerce (1) et les résultats de la loi du 1^{er} Mars 1898 nous dit ceci :

« Cette loi, simplifiant les formes du nantissement,
« aboutit à donner au fonds de commerce le
« caractère d'une universalité juridique; c'est-à-dire
« une sorte de pécule commercial séparé, par sa
« destination même, des autres biens du commer-
« çant, ayant ses créanciers et ses débiteurs. Et cette
« séparation entre le fonds de commerce et le
« reste du patrimoine du commerçant n'est pas une
« nouveauté législative. Elle ressemble singulière-
« ment à celle que plusieurs jurisconsultes français,
« s'inspirant de l'exemple donné par certaines
« législations étrangères, établissent aujourd'hui
« entre le fonds social et les biens personnels des
« associés, lorsqu'il s'agit de sociétés ou même
« d'associations sans personnalité juridique. Certains
« législateurs européens, en effet, n'ont jamais
« accepté pour les sociétés commerciales, ou tout au
« moins pour les sociétés par intérêts, l'idée latine
« et française de la personnalité civile. Mais comme
« i's n'en sont pas moins obligés, par la force des

(1) Annales de droit Commercial, 1899.

« choses, de faire du patrimoine social le gage
« exclusif des créanciers de la société, ils y arrivent
« en séparant complètement les apports des associés
« du restant de leur fortune. Les associés, disent-ils,
« lorsqu'ils les effectuent, s'engagent à n'en consacrer
« l'emploi qu'à un but déterminé, c'est-à-dire à
« les laisser dans le fonds social tant que la société
« dure : ils s'enlèvent à eux-mêmes le droit de les
« faire jamais servir à des intérêts individuels.

« Or depuis quelques années en France, certains
« auteurs ont essayé de prouver que cette théorie
« s'applique exactement, même sous l'empire de nos
« Codes, aux biens des sociétés dénuées de personnalité
« juridique. Elle trouve un appui sérieux dans
« plusieurs textes, tels que les articles 1859 et 1860
« du Code Civil. Dans ce système, qui fait du
« capital social la copropriété indivise de tous les
« associés, l'apport de chacun d'eux ne peut servir
« de gage qu'aux créanciers sociaux ; il forme donc,
« dans l'ensemble de ses biens, un patrimoine à
« part, séparé de tous les autres par l'affectation
« spéciale dont il a été l'objet. Si donc il est aisé
« d'admettre un semblable système en France, il n'y
« a rien d'étonnant à ce que le fonds de commerce
« puisse avoir, de son côté, une existence juridique
« à part au milieu du patrimoine du commerçant.

« Toutes ces conceptions n'ont rien que de très
« conforme aux données de l'histoire. Il est certain,
« par exemple, que la société en commandite, dans

« notre ancien droit, n'était pas une personne
« morale, mais qu'elle impartait séparation absolue
« entre le patrimoine des commanditaires et celui
« de la société, formé pourtant de leurs apports.
« Notre ancienne jurisprudence permettait donc à
« un individu, par voie d'affectation volontaire, de
« soustraire une partie de ses biens au gage de ses
« créanciers (1). Il est vrai que cette affectation
« devait être entourée d'une certaine publicité, en
« ce sens qu'elle devait faire sortir, extérieurement au
« moins, la part qui en était l'objet des mains du
« commanditaire, pour la faire entrer dans la masse
« commune des biens administrés par le commandité
« (ou complémentaire). Mais, au point de vue
« rationnel, aucun principe ne s'oppose à ce qu'un
« individu qui fait le commerce à lui seul, en dehors
« de toute société, puisse encore faire deux parts
« dans son patrimoine, l'une consacrée à la garantie
« des obligations ordinaires, l'autre qu'il affecterait à
« son commerce et qui serait le gage exclusif de ses
« créanciers commerciaux. Cette séparation des
« deux patrimoines ne serait que la généralisation
« du principe posé par l'ancien droit, d'une distrac-
« tion de gage rendue possible par voie d'affecta-
« tion.

« Cette conception d'un patrimoine commercial,

(1) V. Saleilles, *Etudes sur l'histoire des sociétés en commandite*
dans les *Annales de droit commercial*, 1897.

« séparé des autres biens du commerçant, nous
« semble beaucoup plus raisonnable que l'applica-
« tion indistincte du principe de l'unité du patri-
« moine et de la règle du concours, énoncée par
« l'article 2092 du Code Civil. Certes, il est vrai, en
« thèse générale; qu'une personne n'a qu'un patri-
« moine, mais il est des cas où cette affirmation est
« démentie par les faits. Au sein de ce patrimoine
« unique et soi-disant indivisible se constituent
« parfois certains ensembles juridiques, certaines
« masses de biens affectés à une destination détermi-
« née, c'est-à-dire garantissant l'acquittement de
« certaines obligations. Le fonds de commerce en
« est un exemple, la séparation des patrimoines que
« produit l'acceptation bénéficiaire d'une succession
« en est un autre. Rien n'est plus rationnel, nous
« semble-t-il, que l'existence de ces petits patrimoi-
« nes à part, fondée sur une affectation particulière,
« c'est-à-dire sur la volonté même de leur proprié-
« taire : le fonds de commerce par exemple, existe
« bien moins par les éléments variables qui le
« composent que par la volonté du négociant, qui
« en affecte les éléments à une exploitation com-
« merciale déterminée. Naturellement chacune de
« ces fortunes aurait ses créanciers propres, qui
« n'entreraient pas en concours avec les créanciers
« de la fortune voisine. »

Or il nous semble que, sans connaître cette théorie, les rédacteurs du Code Civil en ont fait une

application typique en ce qui concerne le régime dotal.

Le patrimoine de la femme dotale est divisé en deux parties bien distinctes : une partie comprenant les paraphernaux, une autre comprenant les biens dotaux.

Ces biens dotaux sont affectés à certains usages : c'est un capital dont les revenus doivent subvenir aux charges du ménage et qui n'est aliénable que dans certains cas prévus par la loi ou par le contrat de mariage et en vue d'un besoin spécial. Par suite de cette affectation spéciale il est soustrait à l'action des créanciers qui ont bien voulu admettre et consentir cette affectation.

Nous arrivons ainsi à cette conclusion qui nous servira de critérium par la suite :

Les créanciers qui ont traité avec la femme connaissant cette affectation des biens dotaux se verront opposer l'insaisissabilité de ces biens : ils l'ont consentie.

Les autres, ceux qui l'ont ignorée, resteront soumis au droit commun des créanciers et débiteurs : ils pourront saisir les biens dotaux.

A l'aide de cette formule simple nous nous proposons de montrer :

I^{re} Partie : à quels créanciers cette affectation des

biens est opposable, à quels créanciers elle ne l'est pas.

II^e Partie : quel est le gage des uns et des autres.

III^e Partie : quelle est la durée de l'insaisissabilité.

IV^e Partie : quelles sont les sanctions des règles précédemment établies.

Nous verrons enfin, dans une V^e Partie, que les règles sur l'insaisissabilité des immeubles dotaux peuvent être étendues aux meubles dotaux.

PREMIÈRE PARTIE

A quels créanciers l'affectation des biens est-elle opposable ?

A quels créanciers ne l'est-elle pas ?

Nous diviserons cette première partie en deux sections :

— Dans la première nous examinerons si les biens dotaux sont saisissables pour les dettes antérieures au mariage. Et c'est à ce sujet que nous déterminerons ce qu'on entend par dettes antérieures au mariage, que nous verrons quel est le gage des créanciers dont le droit prend naissance entre le contrat de mariage et le mariage ; ou dont le droit est né antérieurement au mariage mais dont la créance n'est exigible qu'après le mariage.

— Dans la deuxième section nous étudierons les dettes postérieures au mariage.

SECTION I

Dettes antérieures au mariage

Pour les dettes antérieures au mariage, la théorie de l'indisponibilité des biens dotaux a tout au moins le mérite de la simplicité : hors le cas de fraude et la ressource de l'action révocatoire de l'article 1167, les créanciers sont désarmés par la création de l'insaisissabilité dotale, car, à leur égard, les biens dotaux sont en quelque sorte sortis du patrimoine de leur débitrice. Le problème ne se pose donc pas.

La théorie de l'incapacité de la femme aboutit à un résultat diamétralement opposé. Elle admet que les créanciers pourront saisir et faire vendre les biens dotaux pendant le mariage (sauf les biens donnés en dot par un tiers) pour obtenir le paiement, car la femme était pleinement capable avant son mariage, et la constitution des biens en dot ne peut empêcher l'exécution d'une obligation contractée par une personne capable au moment où elle s'est obligée.

Nous sommes du même avis (sauf sur le point de savoir si les créanciers pourront saisir les biens

donnés en dot à la femme par un tiers) ; en effet les créanciers antérieurs au mariage ont vu naître leur droit à une époque où la femme n'avait pas encore affecté certains de ses biens à la composition de sa dot : lors de cette affectation ils ne l'ont pas consentie. Ils restent donc soumis au droit commun et peuvent saisir les biens dotaux.

La jurisprudence est d'ailleurs complètement de cet avis ; elle exprimera même parfois des formules générales ; mais le plus souvent sa théorie s'est formée par tâtonnements successifs ; et nous devons examiner les différentes hypothèses dans lesquelles elle a eu l'occasion de s'expliquer, car ce sera pour nous une façon de vérifier notre théorie dans le détail de ses applications.

CHAPITRE 1^{er}

Biens que la femme s'est constitués elle-même en dot

a) L'immeuble dotal était hypothéqué

Les créanciers hypothécaires conservent, même après la constitution en dot des immeubles qui leur avaient été hypothéqués, le droit de les poursuivre ; car ils ont un droit de suite, et la femme n'a pas pu

leur enlever ce droit en constituant en dot les immeubles hypothéqués. Le vendeur de l'immeuble dotalisé, par exemple, s'il n'est pas payé, conserve son privilège et son droit de résolution.

b) Constitution de dot universelle.

De même tout le monde admet que lorsque la constitution de dot est universelle, les créanciers peuvent saisir les immeubles dotaux pour la pleine propriété. Car la constitution de dot, qui ne fait pas sortir du patrimoine de la femme les biens qu'elle se constitue, ne saurait les soustraire au droit de gage auquel ils se trouvent soumis au profit des créanciers antérieurs. Les effets de l'insaisissabilité dont ces biens sont frappés pour l'avenir, ne peuvent remonter au delà du contrat de mariage d'où elle dérive. La constitution générale en dot de tous les biens présents et à venir de la femme ne peut donc enlever à ses créanciers antérieurs le gage sur lequel ils ont compté et dû compter. Le mari qui succède à la femme *in universum jus*, puisqu'il acquiert la jouissance de l'universalité de ses biens, doit être soumis à la règle générale qui s'applique à tous les successeurs universels ; « *Bona non dicuntur nisi deducto ære alieno.* » (1)

(1) Montpellier, 6 Mars 1844, S. 45. 2. 11. — Bordeaux, 29 Août 1855, S. 56. 2. 679. — Riom, 6 Décembre 1859, S. 61. 2. 129. — Cassation, 20 Août 1861, S. 62. 1. 17.

Cette raison est renforcée par cette considération d'équité, que s'il en était autrement, il serait trop facile à une femme de se soustraire aux conséquences de ses obligations, en se mariant sous le régime dotal.

c) Créanciers chirographaires en présence d'une constitution de dot à titre particulier.

Mais les difficultés commencent quand il s'agit de créanciers chirographaires en présence d'une constitution de dot à titre particulier.

D'après Marcadé, ils ne pourraient même pas saisir la nue propriété des biens dotaux :

« Le patrimoine de la femme dotale est, dit-il,
« divisé par la loi en deux parties, dont l'une, les
« biens paraphernaux reste libre et forme toujours
« le gage des créanciers, d'après l'article 2093,
« tandis que l'autre, composée des biens dotaux, est
« soustraite à son droit de disposition, et se trouve,
« sous ce rapport, dans le même cas que s'il, s'agis-
« sait des biens d'un tiers. Cela étant, il s'ensuit
« nécessairement que, quand la femme a fait, d'une
« manière efficace envers ses créanciers, passer un
« immeuble de son patrimoine libre dans son patri-
« moine inaliénable, les créanciers ne peuvent pas
« plus l'exproprier que s'il était passé de ce patri-
« moine libre dans le patrimoine d'un tiers. De
« même donc que des créanciers ne peuvent se
« payer sur l'immeuble vendu par leur débiteur

« qu'en faisant constater l'inefficacité de la vente
 « quant à eux, soit par suite de leur hypothèque
 « antérieure à l'aliénation, soit à cause du caractère
 « frauduleux de cette aliénation, de même ils ne
 « pourront se payer sur l'immeuble individuelle-
 « ment constitué en dot que pour l'une de ces deux
 « causes, d'hypothèque ou de fraude. En un mot, il
 « n'importe pas ici de savoir où est allé l'immeuble
 « de la femme : ce qui décide la question, c'est ce
 « fait que l'immeuble est sorti du patrimoine libre
 « et saisissable de la femme ». (VI, article 1558, III).

M. Guillouard a réfuté cette théorie en ces termes :

« La femme en se constituant un immeuble en dot
 « sous le régime dotal, l'a rendu inaliénable ; mais
 « dans quelle mesure l'a-t-elle soustrait aux pour-
 « suites de ses créanciers antérieurs, c'est la ques-
 « tion à résoudre, et le principe de l'inaliénabilité
 « ne le résout pas. Nous prétendons, qu'en réglant
 « les conditions pécuniaires qu'elle va contracter, la
 « femme n'a pas pu, du jour au lendemain, sous-
 « traire aux poursuites de ses créanciers des biens
 « qui formaient déjà leur gage » Ces biens sont
 donc saisissables. (1)

Nous arrivons au même résultat avec notre théorie : les créanciers antérieurs au mariage n'ayant pas

(1). Dans le même sens : Tessier note 642 ; Duranton-XV, 512 ; Rodière et Pont 11. 518 ; Troplong 3461.

consenti à voir une partie de leur gage leur échapper pour devenir dotaux, resteront soumis au droit commun de l'art. 2092.

C'est également ce que décide la jurisprudence (1) : La Cour de Montpellier dit : « qu'il n'y a aucune distinction à faire entre les dettes chirographaires et les dettes hypothécaires ; qu'en effet, ce n'est pas en vertu du droit de suite attaché à l'hypothèque que l'expropriation procède, mais en vertu du droit général consacré par les articles 2092, 2093, 2204 du Code civil, qui veulent que tous les biens d'un débiteur soient le gage commun de ses créanciers, et qui les autorisent, sans distinction, à poursuivre l'expropriation des biens immeubles appartenant à leur débiteur. »

(1) Arrêt de Cassation du 29 Août 1860 ; Dalloz 60. 1. 428 ; Montpellier 6 Mars 1844 ; Dalloz 45.2.38.

CHAPITRE 2

Biens constitués en dot à la femme par un tiers

La doctrine est à peu près unanime (1) : pour elle les créanciers personnels de la femme n'auront jamais action sur l'immeuble constitué à la femme par un tiers, car, si de droit commun, le gage des créanciers s'étend à tous les biens à venir au fur et à mesure qu'ils entrent dans le patrimoine de leur débiteur, sous le régime dotal cet immeuble, qui n'était pas leur gage avant la constitution, n'étant pas alors dans le patrimoine de leur débitrice, n'est entré dans son patrimoine que frappé d'inaliénabilité, condition sous laquelle il a été donné. Ces biens ne sont donc plus des biens à venir pour eux et échappent à toute action de leur part. Et M. Marcadé réfute en ces termes l'opinion qui permet aux créanciers de saisir ces biens : « C'est une grave

(1) Aubry et Rau, Tome V, page 604, parag. 538, n° 2; Toullier, Tome 14, n° 209; Lecourtois et Surville, Tome III, n° 1673; Laurent, XXIII, n° 549; Marcadé, Tome VI, art. 1558, n° 3, page 72; Guillouard, Tome IV, 2079.

« erreur ; car s'il faut, pour que vous puissiez saisir
« un bien, qu'il appartienne à votre débiteur, cette
« première condition ne suffit pas, il faut aussi que ce
« bien soit saisissable, qu'il ne soit pas hors du
« commerce, et cette seconde condition manque ici,
« puisque le même acte qui fait de l'immeuble un
« bien de la femme en a fait un bien indisponible,
« insaisissable. »

« Et cela est aussi fondé en raison, dit M. Laurent ;
« les tiers qui traitent avec une femme non mariée
« comptent sur les biens de leur débitrice ; ce serait
« manquer à la foi du contrat que de leur enlever ce
« gage en vue duquel ils ont consenti à contracter
« avec elle ; tandis qu'ils ne peuvent pas compter sur
« des biens à venir que le titre même en vertu duquel
« la femme les acquiert soustrait à leur poursuite. »

Pourtant la jurisprudence n'est pas de cet avis et nous croyons qu'elle a raison. A notre avis la doctrine interprète mal la volonté des donateurs ; si ceux-ci veulent que les biens qu'ils donnent soient inaliénables, pourquoi le veulent-ils ? C'est évidemment pour garantir la femme contre les engagements qu'elle pourrait prendre sous la pression de la volonté de son mari, mais pas du tout pour la garantir contre les engagements qu'elle a pu consentir avant son mariage. Leur volonté n'est donc pas de soustraire ces biens au droit de gage des créanciers (1).

(1) Tessier, page 425 ; Duranton, n° 513 ; Planiol, tome III, n° 1602.

Voici d'ailleurs les attendu d'un arrêt de la Cour de Bordeaux (1). « Attendu qu'il importe peu que l'immeuble saisi par les époux Bac ait été constitué à la dame Reignault par un tiers ; qu'aux termes de l'article 2092, quiconque s'est obligé personnellement est tenu de remplir son engagement, non seulement avec ses biens présents, mais aussi sur ses biens à venir ; qu'ainsi, au moment où l'immeuble est entré dans le patrimoine de la femme par la donation qui lui en a été faite dans son contrat de mariage, il est devenu le gage des créanciers antérieurs ; qu'à la vérité, la stipulation que les époux se mariaient sous le régime dotal l'a immédiatement atteint et frappé d'inaliénabilité, mais que cette stipulation ne concerne que l'avenir, et ne protège les biens de la femme que contre les engagements qu'elle contracte dans le cours du mariage, parce qu'on suppose qu'elle a subi l'influence maritale ; qu'elle ne peut s'en couvrir vis-à-vis de créanciers avec lesquels elle a contracté dans la pleine liberté de sa personne et de ses droits ; *que le raisonnement que l'on a fait* (2) *à l'égard de l'immeuble donné en contrat de mariage s'appliquerait tout aussi bien à tous ceux qui échoient à la femme postérieurement ; en sorte qu'il suffirait qu'elle se constituât tous ses biens à venir, pour les soustraire à*

(1) Du 29 Août 1855 ; Sirey, 56. 2. 679 ; Dalloz, 57. 2. 52.

(2) C'est une allusion à la théorie de la doctrine.

l'action des créanciers antérieurs, proposition qui ne soutient pas l'examen. »

C'est du reste à cette solution que nous arrivons avec notre théorie : il faut, selon nous, appliquer ici l'article 2092, puisque les créanciers antérieurs au mariage, qui ont compté sur les biens futurs de la femme pour faire partie de leur droit de gage, n'ont jamais consenti à voir une partie leur échapper, et que les tiers donateurs sont impuissants à leur enlever ce droit ; tout ce qu'ils peuvent faire c'est rendre ces biens insaisissables pour les créanciers futurs.

CHAPITRE 3

Qu'entend-on par créanciers antérieurs au mariage ?

a) Créanciers antérieurs au contrat de mariage.

Les règles que nous avons posées pour les créanciers antérieurs au mariage, sont évidemment vraies pour les créanciers antérieurs au contrat de mariage.

b) Créanciers voyant naître leur droit entre le contrat de mariage et le mariage

Pour ceux-ci les avis sont très partagés. Les uns (1) soutiennent que pour pouvoir saisir les biens dotaux, les créanciers doivent être antérieurs, non seulement à la célébration du mariage, mais encore au contrat de mariage lui-même. Ils se basent sur l'article 1558 du Code Civil qui dit : « L'immeuble
« dotal peut encore être aliéné avec permission de
« justice et aux enchères après 3 affiches.... pour
« payer les dettes de la femme ou de ceux qui ont
« constitué la dot, lorsque ces dettes ont une date
« certaine antérieure au *contrat de mariage*. »

Car si, même avec l'autorisation de justice, les immeubles dotaux ne peuvent pas être vendus pour payer des créanciers antérieurs à la célébration du mariage, mais postérieurs au contrat de mariage, *a fortiori* ces créanciers ne peuvent-ils pas saisir les immeubles dotaux ; et les créances antérieures au contrat de mariage sont les seules à raison desquelles les créanciers puissent avoir action sur ces immeubles.

D'autre part, il ne faut pas laisser à la femme le pouvoir de dénaturer par des engagements contrac-

(1) Tessier, de la dot, I, p. 421 ; Seriziat, du régime dotal, 187 ; Troplong, IV, 3468 ; Rodière et Pont, III, 1800 ; Aubry et Rau, V, 2537, p. 589 ; Colmet de Santerre, VI, 230 bis ; Laurent, XXIII, 527. 548 ; Planiol, Tome III, 1680 de la 3^e édit. ; Guillouard, Tome IV, 2032

tés postérieurement à la passation du contrat de mariage, les effets que ce contrat devait produire ; la femme pourrait ainsi altérer indirectement les effets de la constitution de dot. Les articles 1395 et 1396 prohibent tout changement aux conventions matrimoniales entre le contrat de mariage et la célébration dans les formes prescrites par la loi : il y aurait violation de ce principe si la femme pouvait anéantir les effets de la constitution de dot en contractant des dettes pour l'acquit desquelles la dot pourrait être aliénée.

Ce texte est du reste inspiré par le même motif que l'article 1404 al. 2. Quant à dire qu'ici les mots « contrat de mariage » ont un sens équivoque et signifient comme dans l'article 2194 l'acte de célébration, ces auteurs ne l'admettent pas : car si les expressions « contrat de mariage » ont pu, au titre des hypothèques et dans un article assez mal rédigé, être prises dans un sens différent de leur sens naturel, il est improbable qu'au siège même de la matière, au titre du contrat de mariage, les rédacteurs du Code n'aient pas donné à ces mots leur sens exact : c'est donc ici un texte formel devant lequel on doit s'incliner.

Pourtant certains auteurs (1) ne croient pas cette

(1) Lyon-Caen, note dans le Sirey, 1879. 2. 65 ; Toullier, Tome 14, n° 340 ; Bellot des Minières, rég. dot., Tome 2, n° 1512 ; Cubain, dr. des fem., n° 395 ; Boileux, Com. Cod. Civ. sur l'art. 1558, Tome 5, p. 447.

doctrine bien fondée. L'article 1558 n'est pas formel, disent-ils ; l'expresssion contrat de mariage est, conformément à un ancien usage, parfois employée même dans le Code Civil pour désigner la célébration du mariage lui-même comme dans l'article 2194. Il faudrait une disposition formelle, comme celle de l'article 1404 al. 2 pour décider que des créanciers antérieurs au mariage n'auront pas d'action sur la dot, car c'est le mariage lui-même qui rend les conventions matrimoniales irrévocables en donnant aux futurs époux la qualité de mari et femme. et d'un autre côté la publicité qui l'entoure peut seule prémunir les tiers contre les inconvénients résultant du changement de qualité de la femme.

La solution contraire est donc trop rigoureuse pour être adoptée facilement sur le fondement d'une expression dont le sens est douteux. Dans le doute c'est aux principes généraux qu'il faut recourir et ces principes conduisent à reconnaître le droit de saisir aux créanciers de la femme dotale, par cela seul que leurs créances sont antérieures à la célébration du mariage.

C'est du reste l'avis de la jurisprudence : si un arrêt de Montpellier du 6 Mars 1844 (1) estimait que seuls les créanciers antérieurs au contrat de mariage ne pouvaient pas se voir opposer la dotalité des

(1) Sirey, 45. 2. 11.

biens de la femme, un arrêt de la Cour d'Appel de Rouen du 10 Janvier 1867 (1) changea cette manière de voir (2).

« Attendu en droit que le § 4 de l'article 1558 du
« Code Civil, en permettant l'aliénation des biens
« dotaux pour le paiement des dettes de la femme
« ou de ceux qui ont constitué la dot, lorsqu'elles
« ont une date antérieure au *contrat de mariage*
« entend par ces mots, non le contrat réglant les
« conventions d'une union projetée, incertaine alors,
« mais le *mariage lui-même*, c'est-à-dire la célébra-
« tion devant l'officier de l'état-civil, qui seule rend
« ces conventions définitives, irrévocables, confère
« aux contractants la qualité de mari et de femme,
« et prévient, par la publicité qui précède cet acte
« solennel, les graves inconvénients qui résulteraient
« pour les tiers de l'interprétation donnée par le
« premier juge aux mots : le *contrat de mariage* ;
« qu'aussi une loi du 10 Juillet 1850, voulant lever
« tout doute à cet égard, a organisé une publicité
« plus grande pour empêcher les tiers d'être victimes
« des fraudes pratiquées à leur préjudice par des
« femmes se présentant à eux comme libres et mai-
« tresses de contracter, dans un intervalle de temps
« plus ou moins long entre le contrat réglant les

(1) Sirey, 67. 2. 409.

(2) Dans le même sens, arrêt de la Cour de Caen du 9 Juillet 1889 ; Dalloz, 90. 2. 137.

« conventions civiles et l'acte de célébration du
« mariage ; qu'il faut donc entendre par *contrat de*
« *mariage* le *mariage même* ; que c'est en effet ce
« qui semble résulter de l'observation faite par le
« consul Cambacérès, dans la séance du Conseil
« d'Etat du 4 Brumaire An XII, sur l'article 168 qu'a
« reproduit, en le modifiant, l'article 1558, et de
« l'exposé des motifs de ce dernier article par le
« Conseiller d'Etat Beslier, dans la séance du 12
« Pluviôse de la même année ; que cette solution
« paraît aussi résulter de la combinaison de l'article
« 1554 avec le § 4 de l'article 1558 qui énumère les
« exceptions à l'inaliénabilité, pendant le mariage,
« des immeubles constitués en dot »

Si nous appliquons ici notre théorie, nous serons forcés de faire à ces créanciers, qui voient naître leurs droits entre le contrat de mariage et la célébration du mariage, une situation un peu spéciale, intermédiaire entre celles que leur reconnaissent la jurisprudence nouvelle et la grande majorité des auteurs.

La question qui se pose est, pour nous, une question de fait : ces créanciers ont-ils connu ou non la dotalité qui frappait le patrimoine ou une quote part du patrimoine de la femme ?

Nous reconnaitrons, avec la jurisprudence, que s'ils n'ont pas eu connaissance de la clause du contrat de mariage relative à l'insaisissabilité dotale, l'absence de publicité du contrat de mariage fait que

ces créanciers ont pu et dû compter voir rentrer dans leur droit de gage général les biens qui pourraient être donnés à la femme, dans l'espèce qui nous occupe les biens donnés dans le contrat de mariage. Rien ne peut faire supposer qu'ils aient consenti à laisser une partie de ces biens leur échapper.

Mais, si les créanciers de la femme ont connu la clause d'insaisissabilité qui frappait les biens donnés à la femme, nous ne serons plus de l'avis de la jurisprudence. Les créanciers seraient de mauvaise foi s'ils voulaient saisir des biens qu'ils savent insaisissables ; ils n'ont pas été trompés, et n'ont pas dû compter sur ces biens pour faire partie de leur droit de gage général sur les biens de leur débitrice. Donc, s'ils jugent que les biens parapherinaux de la femme ne sont pas suffisants pour garantir leurs droits, ils n'ont qu'à s'abstenir de contracter avec la femme, comme les créanciers postérieurs au mariage.

c) Créanciers dont le droit est né antérieurement au mariage, mais dont la créance n'est exigible qu'après le mariage.

Le principe, étant ainsi dégagé, peut encore se heurter à des difficultés et a embarrassé quelquefois la doctrine et la jurisprudence.

Un créancier antérieur au mariage est un créancier dont la dette est née antérieurement au

mariage ; et même si cette dette ne devient exigible qu'après la célébration du mariage, il est certain, à notre avis, que ces créanciers ne peuvent se voir opposer la dotalité de la femme. Pourtant la jurisprudence et la doctrine sont d'avis contraire dans le cas suivant :

Une femme, ayant un enfant naturel reconnu avant son mariage, se marie sous régime dotal. Cet enfant étant tombé dans l'indigence obtient une pension alimentaire que sa mère devra lui payer. Celle-ci manquant à ce devoir, l'enfant poursuit le paiement de sa pension sur les biens dotaux de sa mère. La Cour de Pau, le 18 Mai 1863 (1) annula cette saisie. Examinons les raisons de cette décision, qui est d'accord du reste avec la doctrine.

La doctrine et la jurisprudence soutiennent que le § 2 de l'article 1558 du Code Civil, qui permet l'aliénation des biens dotaux pour fournir des aliments à la famille, s'applique uniquement à la famille *légitime*, à l'exclusion de la famille naturelle. (2) Elles s'appuient sur des considérations morales et sur un argument de texte. M. Seriziat nous dit, « qu'il y aurait une inconvenance presque « immorale à dépouiller le mari au profit d'enfants

(1) S. 1864, 2. 139.

(2) Seriziat, rég. dot., n° 466 ; Rodière et Pont, Contr. de mar., Tome 2, n° 515.

« dont l'existence constate les désordres de sa « femme. » La loi, d'ailleurs, ajoute-t-on, ne permet d'aliéner les biens dotaux pour fournir des aliments à la famille, que dans les cas prévus par les articles 203, 205 et 206, au titre du *mariage*, c'est-à-dire, quand il s'agit d'enfants, dans les cas prévus par l'article 203. Or, cet article, qui déclare que « les « époux contractent ensemble, par le fait seul du « mariage, l'obligation de nourrir, entretenir et « élever leurs enfants », n'a trait bien évidemment qu'aux enfants nés du mariage lui-même.

Mais, comme le dit très justement M. Fabre, (1) « s'il était vrai qu'il y eut inconvenance et presque « immoralité à ce que la femme put être obligée de « remplir sur ses biens dotaux l'obligation de « nourrir son enfant, il faudrait en conclure que les « convenances et la morale seraient satisfaites le « jour où l'enfant viendrait à mourir de faim en « tendant vainement la main vers sa mère. »

Quant à l'argument tiré du renvoi fait par l'article 1558 aux articles 203, 205 et 206 il est, semble-t-il, facile à réfuter. Quand l'article 1558 parle d'aliments à fournir à la *famille*, il emploie une expression générique comprenant tout aussi bien, grammaticalement parlant, la famille adoptive et la famille naturelle que la famille légitime. Lorsqu'ensuite il

(1) Note au Sirey, 1864, 2, 140.

se réfère aux articles 203, 205 et 206, ce n'est pas pour restreindre le sens et la portée de cette expression *la famille*, c'est pour exprimer, sans avoir besoin de répétitions inutiles, que la faculté accordée à la femme d'aliéner ses biens dotaux n'existe qu'autant que le membre de la famille est son parent à l'un des degrés déterminés par les articles 203, 205 et 206. Et la preuve ressort des conséquences auxquelles conduirait l'interprétation contraire. Si l'article 1558 ne comprend que les enfants dont parle l'article 203, c'est-à-dire ceux qui sont communs aux deux époux, il exclut par là même ceux que la femme pourrait avoir eus d'un précédent mariage. Or personne ne l'admet. De même en ce qui touche l'enfant adoptif. Donc l'article 1558, bien que se référant à l'article 203, s'applique également aux enfants d'un premier mariage de la femme et à ceux qu'elle aurait adoptés. Sur quoi donc se fonderait-on maintenant pour prétendre qu'il exclut la famille naturelle? Nous sommes donc convaincus que le § 2 de l'article 1558 doit recevoir son application toutes les fois que l'action alimentaire existe.

Mais la Cour de Pau se basant sur le § 3 de l'article 1558, prétend que la dette d'aliment n'existe que par la constatation des besoins de l'enfant et des ressources de la mère ; d'où la conséquence que si cette constatation n'a pas date certaine antérieure au mariage, la dot ne peut être aliénée pour fournir

les aliments. C'est une erreur, croyons-nous. Aucune disposition de la loi écrite n'oblige les parents de l'enfant naturel à le nourrir, et cependant tout le monde reconnaît l'existence de cette obligation. C'est donc dans la loi naturelle elle-même que cette obligation prend sa source. Or cette obligation existe dès la naissance de l'enfant ; donc elle existe par le fait même de la paternité ou de la maternité, indépendamment de tout jugement qui, en accordant la pension alimentaire, ne fait que constater cette obligation.

Et cette solution est d'accord avec notre théorie : l'enfant naturel, créancier forcé, n'a jamais consenti à voir une partie des biens de sa mère échapper à son droit de gage.

La jurisprudence est du reste du même avis que nous dans le cas suivant : Si une rente perpétuelle a été créée avant le mariage, le remboursement, pour défaut de paiement des arrérages, d'une rente due par une femme mariée sous le régime dotal, peut être poursuivi sur ses biens dotaux :

« Attendu que la rente était antérieure au
« mariage, que les créanciers personnels de la
« femme, antérieurs au mariage, n'ont pu être
« atteints dans leurs droits par la dotalité stipulée
« plus tard entre les époux, et qu'ils peuvent les
« faire valoir tant sur le fonds dotal que sur les
« revenus, pour tout ce qui leur reste dû tant en

« capital qu'arrérages ». (Cour de Cassation du 29 Août 1860, Sirey 1861, 1. 146).

d) Dettes contractées dans le contrat de mariage.

Il est généralement admis que les dettes qui résultent du contrat de mariage doivent être assimilées aux dettes antérieures à ce contrat et peuvent être recouvrées sur les biens dotaux ; en effet les dettes constatées par le contrat ont été reconnues par la femme au moment où elle jouit de toute sa liberté, avec l'assistance de ceux qui doivent concourir avec elle à la rédaction de ce contrat. Et cette constatation n'apporte nul changement aux conventions matrimoniales ; elles font pour ainsi dire partie de ces conventions, puisqu'elles sont nées en même temps. Il faudrait donc interpréter l'article 1558 § 3. comme s'il y avait dans ce texte : « Lorsque ces « dettes n'ont pas une date *postérieure* au contrat « de mariage » ; ce sont en effet ces dettes là seulement que le législateur n'a pas voulu qu'on payât aux dépens de la dot (1)

La jurisprudence est également de cet avis. (2)

Et nous concluons également à la saisissabilité des bien dotaux avec notre théorie ; les créanciers

(1) Guillouard, t. IV, 2033 ; Jouitou, t. I^{er}, no 260.

(2) Cour de Riom, 7 Déc. 1859 ; Sirey, 1861, 2. 131 ; Dalloz, 1861, 1. 380 ; Cassation, 20 Août 1861 ; Sirey, 1862, 1. 18 ; Dalloz, 1861, 1. 380 ; Cour de Caen, 9 Juillet 1889 ; Dalloz, 1890, 2. 137.

qui contractent dans le contrat de mariage, sachant par suite le caractère qui frappe les biens dotaux, ont entendu que ce caractère ne leur serait pas opposable le jour où ils voudraient les saisir.

CHAPITRE 4

La créance doit avoir date certaine

Pour qu'une dette soit considérée comme antérieure au mariage, il faut une dernière condition : l'article 1558 exige que ces dettes aient une « date certaine antérieure au contrat de mariage ». Or la loi est plus difficile pour la condition de date certaine si on veut l'opposer à un tiers, que si on ne veut l'opposer qu'à partie ; à l'égard des parties un acte sous seings privés suffit : on doit lui accorder la même foi qu'à un acte authentique (art. 1322). A l'égard des tiers, il faut que la dette ait acquis date certaine par l'un des moyens de l'article 1328.

Dans la question qui nous occupe la date certaine doit-elle être établie par un des moyens de l'article 1328, ou suffit-il qu'elle soit constatée avant le mariage par n'importe quel moyen ?

Une observation de Cambacérès (1), qui demandait que le créancier eût un titre authentique tendrait à prouver qu'il s'agit ici d'une date devenue certaine conformément à l'article 1328. Et c'est l'opinion de M. Guillouard qui exige l'application de l'article 1328 :

« Du moment, dit-il, que l'article 1558 alinéa 3
« veut que la dette ait date certaine, sans rien dire
« de plus, il ne peut s'agir que de la date certaine
« telle que la loi l'entend au titre des *obligations*, et
« dont elle indique les conditions dans l'article
« 1328 (2). Nous ne comprendrions pas d'ailleurs,
« comment la loi se serait départie de ses exigences
« quant à la date certaine dans la matière du régime
« dotal, où le législateur s'est montré si soucieux
« des périls que la dot peut courir, et si préoccupé
« de restreindre les cas dans lesquels elle peut être
« aliénée ».

Dans le même sens un arrêt de Riom du 10 Janvier 1887 (3), considérant, en droit « qu'aux
« termes de l'article 1328 du Code Civil les actes

(1) Fenet, t. XIII, page 596.

(2) Dans le même sens : Aubry et Rau, VIII, 3756, page 258 ; Demolombe, tome VI, note 514 ; Rodière et Pont, tome I, n° 530.

(3) Pandectes françaises 1887, II, 488.

« sous seing privé n'ont de date certaine contre les
« tiers que du jour où ils ont été enregistrés ;

« Que le mari est un tiers au sens dudit article
« quant aux actes sous seing privé souscrits par sa
« femme, lorsqu'ils n'ont acquis date certaine que
« postérieurement au mariage », décide que le mari
peut demander la nullité d'un acte sous seing privé
consenti antérieurement à son mariage par sa femme,
mariée sous le régime dotal, avec constitution
générale de dot, et n'ayant acquis date certaine que
postérieurement au mariage.

Mais nous verrons plus loin que le mari n'a aucun
rôle à jouer dans la matière.

Pour nous, nous préférons nous ranger à l'avis de
la jurisprudence qui estime « que si l'article 1558
« du Code Civil ne permet les exécutions sur les
« biens dotaux que pour les dettes qui ont date
« certaine antérieurement au mariage, il n'exige pas
« que les dettes dont l'existence est antérieure au
« mariage soient reconnues et liquidées par acte
« authentique avant sa célébration ; — qu'il ne s'agit
« pas, dans l'espèce, de conventions verbales ou sous
« seing privé opposées à des tiers, et dont la date
« n'est certaine vis-à-vis d'eux qu'aux conditions
« prévues par l'article 1328 du Code Civil, mais de
« conventions opposées à ceux qui les ont souscrites
« et reconnues implicitement ou explicitement par

« ceux à qui elles sont opposées. » (Montpellier, 20 Février 1865). (1 & 2)

Remarquons, en passant, que si la créance n'a pas date certaine, le créancier peut saisir après la dissolution du mariage. (3)

(1) Sirey, 65. 2. 95, dans le même sens : Grenoble, 13 Mai 1831 ; Sirey, 1832 2. 582 ; P. ch., Aix, 27 Avril 1865 ; Dalloz, suppl., t. IV, p. 236, note 2. ; Sirey, 1866, 2. 53 ; Rouen, 10 Janvier 1867 ; Sirey, 1867, 2. 109 ; Cassation, 6 Juillet 1853 ; Sirey, 1854, 1. 33 ; Cassation, 9 Décembre 1856 ; Sirey, 57. 1. 353.

(2) Dans le même sens : Troplong, t. IV, 3467 ; Planiol, t. III, 1564, 3^o.

(3) Cassation, 28 Janvier 1891 ; Dalloz, 92. 1. 53 ; Sirey, 93, 1. 294.

SECTION II

Dettes postérieures au mariage

Les créanciers postérieurs au mariage ne peuvent saisir les biens dotaux ; c'est contre eux que le régime dotal a été établi. Ils devront se contenter des paraphernaux de la femme, qu'ils peuvent faire saisir et vendre pendant le mariage, et des biens que celle-ci pourra acquérir après la dissolution du mariage ; à ce moment, comme il n'y a plus de mariage, la dotalité n'existe plus, et elle ne peut imprimer son caractère sur les biens que la femme vient à acquérir. (1)

En effet, si nous appliquons notre théorie, les créanciers postérieurs ont connu ou dû connaître le contrat de mariage ; ils ont donc consenti l'affectation dotale et doivent la respecter ; car s'ils ne voulaient pas se contenter des paraphernaux et des biens que la femme pourrait acquérir après son

(1) Cassation, 12 Novembre 1879 ; Dalloz, 80. 1. 49 ; Cassation, 7 Février 1881 ; Dalloz, 81. 1. 39 ; Cassation, 24 Mars 1885 ; Sirey, 85. 1. 220 et Dalloz, 85. 1. 309.

mariage, ils n'avaient qu'à ne pas contracter avec elle.

Pourtant il y a certaines exceptions à cette règle d'insaisissabilité des biens dotaux pendant le mariage : ceux-ci sont en effet saisissables pour délits, quasi-délits de la femme, pour payer les dettes grevant les successions recueillies par une femme qui s'est constitué en dot ses biens à venir, etc. Nous allons examiner ces exceptions.

Avec la théorie que nous proposons, la question se réduira au point de savoir quels sont les créanciers postérieurs au mariage qui ont consenti l'affectation dotale, et quels sont ceux qui ne l'ont pas consentie.

CHAPITRE 1^{er}

Dettes provenant du délit ou du quasi-délit de la femme

Remarquons tout d'abord que le Code ne fait pas exception, pour les délits et quasi-délits de la femme, au principe posé dans l'article 1554. Les exceptions admises par lui se trouvent énumérées dans les articles 1555 à 1559 ; exceptions introduites par l'usage dans les pays de droit écrit, auxquels le Code les a empruntées.

Ces exceptions sont-elles limitatives ? La Cour de Nîmes a jugé le contraire par les motifs suivants :

« Attendu qu'il n'est pas légalement vrai qu'il
« n'existe d'autres exceptions au principe de l'inaliénabilité de la dot que celles qui sont textuellement
« comprises dans les dispositions des articles 1555,
« 1556, 1557 et 1558 du Code Civil ; qu'il est certain, au contraire, qu'en dehors de ces cas spécialement prévus, la nécessité qui fait exception à
« toutes les règles, d'impérieuses circonstances, des raisons évidentes d'analogie, l'intérêt des femmes
« dotales et celui de leurs familles, qui, par leur importance sociale, s'élèvent au rang d'un véritable intérêt public, les principes généraux du droit
« et l'intérêt non moins respectable de la morale publique, ont dû faire admettre d'autres exceptions successivement consacrées par la doctrine et
« la jurisprudence ». (1)

Nous croyons qu'il faut rejeter cette opinion, et décider en principe que les exceptions des articles 1555 à 1559 sont limitatives

Sans doute en législation, on comprend très bien que les tribunaux soient investis du pouvoir d'autoriser l'aliénation de la dot dans les cas où ils le jugeront nécessaire, car la variété de ces cas est telle que la loi ne peut les prévoir tous.

(1) Nîmes, 1^{er} Mai 1861 ; Sirey, 1861, 2. 417.

Mais tel n'est pas, croyons-nous, le système du Code, et nous en trouvons la preuve dans les articles 1554 et 1560.

L'article 1554, qui pose le principe de l'inaliénabilité du fonds dotal, s'exprime ainsi : « Les immeubles constitués en dot ne peuvent être aliénés. ... » *« sauf les exceptions qui suivent. . . »* Ces exceptions sont énumérées dans les articles 1555 à 1559 ; puis l'article 1560 ajoute : « *Si, hors les cas d'exception qui viennent d'être expliqués*, la femme ou le mari, ou tous les deux conjointement, aliènent le fonds dotal, la femme ou ses héritiers pourront faire révoquer l'aliénation. ... »

Il est impossible, à notre avis, de dire d'une façon plus précise qu'il n'est pas permis d'aliéner le fonds dotal, sauf dans les cas prévus par les articles 1555 à 1559. (1)

Pourtant une exception doit être apportée aux principes que nous exposons, et l'on doit reconnaître que la femme engage sa dot par ses délits et quasi-délits :

(1) Cassation, 3 Janvier 1825 ; Sirey, C. U., VIII, 1. 3 ; Agen, 26 Janvier 1833 ; Sirey, 1833, 2. 159 ; Cassation, 28 Février 1834 ; Sirey, 34. 1. 208 ; Cassation, 25 Janvier 1887 ; Dalloz, 87. 1. 473 ; Guillouard, 4. 1936 ; Tessier, 1. 454 ; Rodière et Pont, III, 1787.

§ I — *Dettes provenant des délits et quasi-délits
de la femme en dehors des contrats.*

Dans les premières années qui ont suivi la rédaction du Code, un certain nombre d'arrêts, appliquant rigoureusement le principe que la dot ne peut être aliénée en dehors des cas d'exception prévus par les articles 1555 à 1559, décidèrent que la dot n'était pas engagée par les délits et quasi-délits de la femme. C'était une exagération du principe que nous exposons ; lorsque le législateur dit que la dot est inaliénable, cela signifie qu'elle ne peut être aliénée par la volonté de la femme ou du mari, ou des deux époux, mais non que la femme en se mariant sous le régime dotal, met ses biens à l'abri des conséquences de ses délits ou de ses quasi-délits « Ainsi entendue, l'inaliénabilité dotale ne
« constituerait plus seulement un privilège, mais
« une véritable monstruosité juridique. A propre-
« ment parler, ce n'est pas là une exception à la
« règle que nous étudions, et les rédacteurs du Code
« n'avaient pas à en apporter, car l'inaliénabilité
« dotale est étrangère aux conséquences des délits
« et quasi-délits. » (1)

Donc toutes les fois que la femme aura commis un délit ou un quasi-délit, les créanciers vis-à-vis desquels elle s'est obligée par son délit ou son

(1) Guillouard, IV, 4937.

quasi-délit auront action sur ses biens dotaux. Et ceci repose sur un motif d'ordre public : nul ne peut, par des conventions privées, soustraire son patrimoine aux conséquences des faits coupables qu'il commet, que ces faits constituent une infraction à la loi pénale, ou qu'ils ne soient qu'une faute civile. Il serait profondément immoral de voir la femme, en se mariant sous le régime dotal et en constituant en dot tous ses biens présents et à venir, s'assurer ainsi l'impunité, au point de vue pécuniaire, et enlever à toute victime de ses délits ou de ses quasi-délits la possibilité d'en obtenir réparation.

Aussi est-il admis maintenant sans conteste, comme on avait fini par l'admettre dans notre ancien droit, que la femme engage sa dot, dans la mesure que nous venons d'indiquer, pour le paiement des condamnations par elle encourues à l'occasion de ses délits ou de ses quasi-délits. (1) Il importe peu, pour que la dot soit engagée, que la femme ait été condamnée à l'occasion des quasi-délits par elle commis, ou qu'elle en ait reconnu l'existence, avec

(1) Roussilhe, de la dot, n° 426 ; Argon, Institution au droit français, II, p. 88 ; Seriziat, du régime dotal, n° 132 ; Troplong, IV, n° 3297 et 3220 à 3226 ; Marcadé, VI, art. 1556, 2 ; Rodière et Pont, III, 1822-1823 ; Sourdat, Traité de la responsabilité, I, 172 ; Aubry et Rau, V, 538 ; Colmet de Santerre, VI, 226 bis ; Jouitou, du régime dotal, n° 149 ; Guillouard, IV, 2095 ; Contra : Tessier, de la dot, I, 454.

l'autorisation de son mari ; cette reconnaissance est suffisante pour engager sa dot (1).

Mais ce qui est nécessaire, c'est que le quasi-délit, la faute intentionnelle de la femme soit bien constatée ; une simple faute ne suffirait pas, si elle était commise par la femme sans mauvaise foi, sans intention de nuire (2). De même l'oubli d'un devoir purement moral ne suffit pas pour qu'il y ait quasi-délit ; il faut la violation formelle d'un devoir que la loi positive impose (3). La jurisprudence est de notre avis et le nombre des arrêts en la matière est considérable (4) ; nous ne les étudierons pas tous ; nous nous bornerons à celui qui est le plus connu, celui de l'affaire Beaufremont. (Orléans, 26 Décembre 1878 ; Sirey, 79. 2. 97.)

(1) Cassation, 20 Juillet 1870 ; Sirey, 71. 1. 69 ; Dalloz, 70. 1. 333.

(2) Pau, 2 Juin 1880 ; Sirey, 82. 2. 249 ; Dalloz, 81. 2. 1.

(3) Nîmes, 11 Janvier 1878 ; Sirey, 79. 2. 182 ; Dalloz, 79. 2. 55.

(4) Limoges, 17 Juin 1835 ; Sirey, 36. 2. 61 ; Caen, 14 Mai 1839 ; Sirey, 39. 2. 340 ; Caen, 17 Août 1839 ; Sirey, 40. 2. 12 ; Riom, 11 Février 1845 ; Sirey, 46. 2. 69 ; Cassation, 4 Mars 1845 ; Sirey, 45. 1. 913 et Dalloz, 45. 1. 185 ; Cassation, 7 Décembre 1846 ; Sirey, 47. 1. 816 ; Dalloz, 47. 1. 48 ; Nîmes, 27 Avril 1847 ; Sirey, 47. 2. 639 ; Dalloz, 47, IV, 173 ; Agen, 6 Décembre 1847 ; Sirey, 48. 2. 241 ; Dalloz, 48. 2. 19 ; Cassation, 23 Juillet 1851 ; Sirey, 51. 1. 576 ; Dalloz, 51. V. 184 ; Cassation, 23 Novembre 1852 ; Sirey, 52. 1. 769 ; Dalloz, 52. 1. 264 ; Pau, 3 Mars 1853 ; Sirey, 56. 2. 428 ; Dalloz, 53. 2. 148 ; Rouen, 31 Mai 1853 ; Sirey,

Rappelons en un mot les circonstances dans lesquelles se produit cette affaire retentissante : La princesse de Bauffremont séparée de corps d'avec son mari avait la garde des enfants issus du mariage. Mais celle-ci s'étant remariée à l'étranger, mariage annulé par les tribunaux français, se vit enlever la garde de ses enfants. La princesse ayant refusé de les ramener en France, son mari obtint pour ce fait des dommages-intérêts. Pour en recouvrer le paiement, le prince fit saisir un immeuble dotal et la princesse réclama la nullité de la saisie ; un jugement du Tribunal de Blois du 30 Juillet 1878 renferme cet attendu : « Le refus de la femme

56. 2. 430 et Dalloz, 54. 2. 448 ; Montpellier, 2 Mai 1854 ; Sirey, 54. 2. 687 ; Cassation, 5 Décembre 1854 ; Sirey, 55. 1. 353 ; Cassation, 24 Décembre 1860 ; Sirey, 61. 1. 983 ; Cassation, 25 Avril 1861 ; Sirey, 61. 1. 983 ; Dalloz, 61. 1. 255 ; Cassation, 15 Juin 1864 ; Sirey, 64. 1. 363 ; Dalloz, 64. 1. 379 ; Agen, 6 Février 1865 ; Sirey, 65. 2. 240 ; Dalloz, 65. 2. 95 ; Cassation, 29 Juillet 1869 ; Sirey, 70. 1. 11 ; Cassation, 20 Juillet 1870 ; Sirey, 71. 1. 69 ; Dalloz, 70. 1. 333 ; Cassation, 4 Juillet 1877 ; Sirey, 77. 1. 455 ; Dalloz, 78. 1. 55 et France judiciaire, 76-77. 2. 586 ; Orléans, 26 Décembre 1878 ; Sirey, 79. 2. 97 ; Dalloz, 80. 1. 418 ; Cassation, 10 Juin 1879 ; Sirey, 79. 1. 419 ; Dalloz, 80. 1. 418 ; Cassation, 16 Février 1880 ; Sirey, 81. 1. 351 ; Dalloz, 81. 1. 296 et France judiciaire, 79-80. 718 ; Rennes, 4 Mars 1880 ; Sirey, 81. 2. 265 ; Cassation, 27 Février 1883 ; Sirey, 84. 1. 185 ; Orléans, 13 Mars 1884, sous Cassation ; Sirey, 86. 1. 5 ; Cassation, 19 Janvier 1886 ; Dalloz, 86. 1. 440 ; -- Contra : Agen, 25 Décembre 1833 ; Sirey, 33. 2. 459 ; Montpellier, 4 Février 1842 ; Sirey, 42. 2. 253.

« d'obéir aux ordres de justice dans les circonstan-
« ces susrelatées et l'ensemble de sa conduite ayant
« tous les caractères d'un quasi-délit, *elle était, aux*
« *termes d'une jurisprudence constante*, qui n'est
« d'ailleurs pas contestée, obligée de réparer les
« conséquences de ce quasi-délit, même sur ses
« biens dotaux. »

Le Tribunal se contente de poser le principe, il l'affirme, il ne l'explique pas ; rien d'autre dans le jugement sur la question qui nous occupe ; les juges d'ailleurs, pour des raisons que nous n'avons pas à examiner ici, déboutèrent le prince de sa demande.

En appel, le procureur général Flouest, en ses conclusions, déclara d'une façon aussi claire que concise, mais, avouons-le, un peu sommaire, qu'« il
« est de doctrine reçue que les obligations décou-
« lant de délits ou de quasi-délits, peuvent s'exécu-
« ter sur les immeubles dotaux en principe
« inaliénables et insaisissables. »

Et la Cour statua en ce sens :

« Considérant que l'inaliénabilité de la dot doit
« être entendue en ce sens que, sauf dans les cas
« exceptionnels spécialement réglementés, l'aliéna-
« tion résultant, soit directement soit indirectement
« de la volonté des époux, est prohibée ; mais qu'il
« en est autrement, lorsque la femme a été poursui-
« vie à raison d'une obligation procédant de la loi,
« et notamment d'un délit ou d'un quasi-délit ; que

« l'inaliénabilité destinée à la garantir contre sa
« propre faiblesse et contre les entraînements
« auxquels elle peut être exposée du chef de son
« mari. *serait détournée de son but, si elle servait*
« *à l'exonérer des suites de son méfait ou de sa*
« *faute*; que le principe supérieur de l'article 1382
« du Code Civil prenant sa source dans le droit
« naturel, *constitue pour l'ordre social une sauve-*
« *garde nécessaire* et ne comporte pas d'exceptions;
« considérant que pour faire une juste application à
« la cause de ces *règles non contestées* même dans
« l'ancien droit. . . etc »

Tous ces arguments se réduisent à ceux-ci : *l'ordre social est intéressé..... aux termes d'une jurisprudence constante..... l'inaliénabilité serait détournée de son but si elle servait à exonérer la femme de son méfait ou de sa faute.....*

Mais sur quoi se base cette jurisprudence constante, cette doctrine reçue? Si nous ouvrons un recueil d'Arrêts nous retrouvons reproduites les mêmes raisons que nous résumerons toutes dans une phrase de M. Planiol : « Une raison d'ordre supérieur veut que la femme mariée sous le régime
« dotal ne puisse pas commettre impunément des
« actes délictueux, l'inaliénabilité de la dot n'a pas
« été inventée pour cela. »

Soit, mais n'est-il pas plus juridique de dire : les créanciers victimes d'un délit n'ont pas manifesté leur volonté, ils n'ont joué aucun rôle actif, ils ont

été victimes d'une situation que la femme leur a imposée. Celle-ci ne pourra pas leur opposer l'affectation de telle partie de son patrimoine puisqu'ils n'ont pu discuter cette situation ni l'accepter, et que nous admettons que l'inaliénabilité et l'insaisissabilité ne peuvent leur être opposées qu'autant qu'ils ont bien voulu s'y soumettre.

§ II — *Quid du coauteur ou du complice subrogé dans les droits de la victime.*

Donc sans aucun doute la victime d'un délit aura action sur les biens dotaux ; mais il peut exister des personnes subrogées à la victime dans l'action qu'elle a contre la femme dotale : nous voulons parler du complice ou du coauteur d'un délit commis par la femme ; cet individu, condamné solidairement avec la femme, peut avoir payé la réparation intégrale du préjudice. En ce cas il est subrogé aux droits de la victime ; pourra-t-il, lui aussi, saisir les biens dotaux ? La jurisprudence dans un jugement du Tribunal de Pont-l'Évêque du 25 Février 1862 (1) a décidé que le complice d'une femme dotale qui paie la totalité des dommages-intérêts auxquels il a été condamné solidairement avec elle, au profit du mari, pour réparation du délit d'adultère commis par eux, n'est pas subrogé dans les droits du mari

(1) Dalloz, 1863, 1. 334 ; Sirey, 63. 1. 267.

contre la femme et qu'il n'a pas action à ce titre contre la dot de la femme :

« Attendu qu'en raison et en équité, il y aurait
« immoralité à accorder au complice de l'adultère
« une condamnation récursoire de dommages-intérêts
« sur les biens dotaux de la femme pour un délit
« qu'il a commis avec elle et pour lequel il ne peut
« alléguer aucun préjudice causé à sa bonne foi ;
« que s'il est vrai que la dot puisse être responsable
« des faits délictueux, ce ne peut être que lorsque
« la victime du délit n'en est pas elle-même
« coauteur ».

Et ce jugement fut confirmé en Cassation le 11 Février 1863. (1)

« Attendu que la dot, sous le régime dotal, est
« inaliénable ; que, s'il est apporté une exception à
« ce principe de l'aliénation de la dot, pour le cas
« où la femme a été condamnée à des dommages-
« intérêts à raison d'un délit ou d'un quasi-délit,
« cette exception ne peut être invoquée que par
« celui envers qui a eu lieu le fait qui a déterminé
« la condamnation à des dommages-intérêts, et non
« par celui qui a été l'auteur ou le complice du fait
« délictueux. »

Toutes les raisons invoquées par les juges ne nous ont pas paru satisfaisantes ; elles se réduisent

(1) Dalloz, 1863, 1. 334 ; Sirey, 63. 1. 267.

à des formules vagues et générales, à des affirmations : « Cette exception (possibilité de saisir les « biens dotaux) ne peut être invoquée que par celui « envers qui a eu lieu le fait qui a déterminé la « condamnation à des dommages-intérêts, et non pas « par celui qui a été l'auteur ou le complice du fait « délictueux ».

Et pourtant la jurisprudence ne nie pas la subrogation.

Essayons, en nous aidant de notre théorie, de reproduire le raisonnement qui fut, très probablement, celui des juges :

La victime ignorait l'affectation du patrimoine de la femme, elle ne l'avait pas consentie, l'insaisissabilité des biens dotaux ne lui est donc pas opposable.

Le co-auteur est subrogé à sa victime. mais quel est l'effet de cette subrogation ?

Le subrogeant a cédé sa créance et tous ses accessoires au subrogé, mais il ne lui a cédé que sa créance et ses accessoires : le droit de saisir les biens dotaux n'est pas attaché à la créance, il ne tient pas à la nature de la créance, comme le serait, par exemple, une dette commerciale ; il n'en est pas un accessoire comme le serait un privilège ou une hypothèque mais il tient à ce fait que la victime n'avait pas eu connaissance de l'affectation du patrimoine dotal ; c'est un *droit attaché à la personne* de la victime et dont le co-auteur du délit ne pourra

pas se prévaloir, puisqu'il connaissait, lui, l'affectation du patrimoine dotal.

§ 3. — *Dettes provenant des fautes et fraudes de la femme dans les contrats.*

La femme peut aussi commettre des délits en contractant ; les victimes de ces délits pourront-ils saisir les biens dotaux ?

Avec notre théorie cette question ne se pose pas, ou plutôt elle se pose d'une manière différente ; car nous partons d'un point de vue opposé à celui de la jurisprudence. Au lieu d'examiner la situation subjectivement, nous l'examinerons objectivement :

Nous nous demandons si les tiers ont connu ou pu connaître l'affectation des biens dotaux ; les tiers en contractant avec la femme ont-ils commis une négligence, ne se sont-ils pas assez informés ? Tant pis pour eux, ils seront présumés avoir connu et accepté la dotalité de la femme ; au contraire ont-ils, malgré leurs précautions, et par suite d'un fait étranger à leur volonté, ignoré cette dotalité, elle ne leur sera pas opposable. Au lieu de faire de ce paragraphe une annexe à la théorie des délits, il serait plus conforme à la logique de notre plan d'en faire un chapitre consacré à la recherche des droits des créanciers de la femme unis à elle par un lien contractuel. Nous poserions le principe que la dotalité leur est opposable, sauf à eux de démontrer qu'ils

ne pouvaient pas la connaître ; et incidemment nous aurions à montrer comment les délits de la femme ont pu dans certains cas les empêcher de connaître cette dotalité.

Mais tel n'étant point l'avis des auteurs ni de la jurisprudence, nous nous rangerons à leur plan et nous distinguerons :

- a) Selon qu'il s'agit de faits commis lors de la conclusion du contrat.*
- b) et selon qu'il s'agit de faits commis à propos de l'exécution des contrats.*

a) Faits commis lors de la conclusion du contrat.

Voyons d'abord l'avis de la doctrine : Pour elle, ce qui constitue essentiellement le quasi-délit engageant la dot, c'est le dol, ce sont les manœuvres pratiquées par la femme pour tromper les tiers avec lesquels elle contracte. C'est ainsi que l'omission par la femme de déclarer la dotalité de ses biens (1) ou même la déclaration par elle passée que ses biens sont paraphernaux (2) ou qu'elle est capable de s'obliger (3) ne suffisent pas pour constituer un

(1) Rouen, 28 Mars 1881 ; Sirey, 82. 2. 41 et France judiciaire, 81-82. 425 ; Limoges, 5 Décembre 1883 ; Sirey, 85. 2. 110 et Dalloz, 84. 2. 179.

(2) Toulouse, 12 Juin 1860 ; Sirey, 60. 2. 545 et Dalloz, 61. 2. 35.

(3) Lyon, 3 Février 1883 ; Sirey, 85. 2. 154 ; Lyon, 19 Mai 1886 ; Sirey, 88. 2. 134.

quasi-délit engageant la dot, lorsque cette réticence ou cette déclaration inexacte ne sont accompagnées d'aucune manœuvre dolosive. (1)

M Labbé (2) combat cette théorie : « Celui qui
« contracte, dit-il, avec une femme qu'il sait ou
« peut savoir dotale, doit subir les conséquences de
« l'inaliénabilité, *eût-il à demander contre la*
« *femme la réparation d'un dol.* »

Pourtant M. Guillouard persiste dans cette idée que *le tiers qui a contracté avec la femme dotale, sous l'influence des manœuvres dolosives de celle-ci, aura action contre la dot*, comme celui qui, en dehors de tout contrat, est victime d'une faute de la femme. « Constatons d'abord, dit-il, que l'ancien
« droit ne peut guère nous fournir d'éclaircisse-
« ments sur notre question ; les anciens auteurs,
« Masner, Bontarie, etc., n'admettent pas cette
« cause d'aliénation de la dot. Argon lui-même ne
« l'admet que d'une manière très limitée, quand la
« femme vole son mari ou qu'elle commet des
« récélés durant le mariage. (3) Cette exception à la
« règle de l'inaliénabilité dotale est donc nouvelle ;
« elle est une conquête de l'équité sur le droit
« rigoureux, et de même que l'équité l'a fait intro-

(1) Guillouard, IV, 2096.

(2) Labbé Sirey, Bulletin bibliographique, 1888, 17.

(3) Institution du droit français, 2, p. 88 (édit. 1778).

« duire, c'est elle qui va nous permettre d'en fixer « l'étendue. » Il y a là, ajoute M. Guillouard, un véritable délit civil contre lequel la dotalité ne peut pas protéger la femme.

Voici comment Pothier définit le délit civil : « On « appelle délit le fait par lequel une personne, « *par dol ou malignité*, cause du dommage ou « quelque tort à un autre » (1). Telle est bien la définition du délit civil avec sa généralité ; il n'est permis à personne, pas plus à la femme dotale qu'au mineur (article 1310) de léser autrui « par dol ou malignité, » et nous ne voyons pas comment on pourrait distinguer entre les contrats et les faits qui se passent en dehors de tout contrat. Est-ce que la femme dotale n'est pas aussi coupable dans un cas que dans l'autre ? Est-ce que l'équité ne commande pas, dans les deux cas, que celui qui a sciemment causé préjudice à autrui soit obligé à réparer ce préjudice ? Mais, dit M. Labbé, celui qui *contracte* avec une femme dotale sait ou peut savoir qu'elle est dotale, et il doit subir la conséquence d'une inaliénabilité qu'il a pu prévoir. Ce principe rigoureux jusqu'à la dureté n'est écrit nulle part ; la loi se borne à défendre à la femme dotale, dans l'article 1554, d'aliéner ou d'hypothéquer le fonds dotal ; c'est-à-dire qu'elle protège la femme dotale contre les contrats imprudents par lesquels elle pourrait

(1) Traité des obligations, n° 116.

compromettre sa dot, mais elle ne la garantit pas, et elle ne devait pas la garantir contre ses manœuvres dolosives.

Notre système est d'une application aussi simple qu'équitable : il repose sur cet axiome que rien de ce qui est fondé sur la fraude ne doit être respecté ; *fraus omnia corrumpit*. N'y a-t-il, de la part de la femme dotale, qu'une omission, même intentionnelle, de la déclaration de sa qualité ? Tant pis pour le tiers contractant, il devait se renseigner, et c'est ici que M. Labbé a raison de dire qu'il « pouvait savoir » que la femme était une femme dotale. Mais y a-t-il des manœuvres coupables, sans lesquelles le tiers n'eût pas contracté ? La loi ne peut pas leur assurer l'impunité, et l'inaliénabilité dotale n'est pas faite pour protéger les contrats qui n'ont pour cause que le dol de l'une des parties.

La jurisprudence a eu très souvent l'occasion de statuer sur des affaires de ce genre : il arrive en effet fréquemment que les tiers qui traitent avec la femme soient trompés, soit sur sa capacité personnelle, et sur la nature des clauses de son contrat de mariage qui rendent ses biens inaliénables, soit sur la nature des biens qu'on offre de leur vendre ou de leur hypothéquer et qu'on leur présente comme paraphernaux, alors qu'ils sont dotaux ; on a même vu une femme hypothéquer avec l'autorisation de la justice un immeuble de son mari qu'elle prétendait

lui appartenir en qualité de bien dotal (1). En pareil cas la jurisprudence distingue : elle exempte la femme de toute responsabilité si elle a commis une *simple erreur*, même quand elle a affirmé catégoriquement sa capacité personnelle ou la paraphernalité de ses biens (2).

Mais lorsque la déclaration faite par la femme, au lieu de s'expliquer par une fausse interprétation de son contrat, a été faite par elle en *pleine connaissance de cause*, et à plus forte raison lorsqu'elle a été *accompagnée de manœuvres dolosives* destinées à tromper le tiers, la jurisprudence considère la femme comme responsable de son dol sur ses biens dotaux (3). Nous trouvons d'ailleurs cette doctrine résumée dans un arrêt assez récent de la Cour d'Appel de Grenoble du 19 Février 1901 (4) : une femme mariée sous le régime dotal, avec une société d'acquêts, avait chargé un notaire de lui faire obtenir un emprunt. Elle s'était, par l'intermédiaire du

(1) Cassation, 16 Février 1880; Dalloz 81. 1. 296; Sirey, 81. 1. 351.

(2) Lyon, 24 Mars 1882 et 3 Février 1883 ; Dalloz, 83. 2. 142 ; Sirey, 85. 2. 154 ; Limoges, 5 Décembre 1883 ; Dalloz, 84. 2. 179 ; Sirey, 85. 2. 110 ; Bordeaux, 20 Janvier 1893 ; Dalloz, 93. 2. 517 ; Sirey, 94. 2. 32.

(3) Cassation, 23 Novembre 1852 ; Sirey, 52. 1. 769 ; Cassation, Juillet 1877 ; Dalloz, 78. 1. 55 ; Sirey, 77. 1. 455 ; Cassation, 16 Février 1880 ; Dalloz, 81. 1. 296 ; Sirey, 81. 1. 351 ; Cassation, 5 Février 1894 ; Dalloz, 94. 1. 416 ; Sirey, 94. 1. 21.

(4) Dalloz, 1901, 2. 367.

notaire, présentée, sans intention de nuire, comme mariée sous le régime de communauté réduite aux acquêts : les tiers, à un moment donné, pour recouvrer l'argent prêté, saisissent un bien dotal. La Cour annule cette saisie : « Attendu qu'il s'agit de savoir
« si la fausse indication dans les actes dont s'agit du
« régime de la communauté d'acquêts, comme étant
« le régime matrimonial des époux Carbo, constitue à
« la charge de la femme Carbo un quasi-délit, enga-
« geant sa responsabilité même sur ses biens dotaux ;
« — attendu, à cet égard, que toute faute ou toute
« imprudence ayant le caractère d'un quasi-délit
« prévu par les articles 1382 et 1383 du Code Civil,
« ne suffit pas pour engager la femme sur sa dot,
« *et que ses quasi-délits ne peuvent faire fléchir*
« *le principe de l'inaliénabilité dotale que s'ils sont*
« *caractérisés par des actes impliquant sa mau-*
« *vaise foi et son intention de tromper la partie*
« *avec laquelle elle contracte ;* que la faute qu'a pu
« commettre l'épouse Carbo, en concourant de sa
« personne et de sa signature à des actes où elle
« figurait comme mariée sous le régime de la com-
« munauté d'acquêts et comme cédant ses droits et
« reprises, ne saurait suffire pour l'engagement sur
« ses biens dotaux.... qu'il n'est pas justifié à sa
« charge personnelle d'aucun acte frauduleux ten-
« dant à surprendre la bonne foi des parties. »

Une autre série d'hypothèses analogues à la précédente se rencontre lorsque la femme se porte adjudicataire d'un immeuble alors qu'elle est hors d'état

d'en payer le prix : en principe elle n'est pas responsable sur ses biens dotaux du dommage qu'elle cause par sa folle enchère aux créanciers ayant hypothèque sur l'immeuble (1). Mais celà n'est vrai qu'autant qu'elle a agi par imprudence et sans intention de nuire, et ses biens dotaux deviennent saisissables lorsqu'elle a surenchéri de mauvaise foi (2).

Remarquons en passant que dans les nombreuses espèces qui se sont présentées dans la pratique, il ne serait pas impossible d'y voir, dans les arrêts, fait allusion à la possibilité qu'auraient pu avoir les tiers de connaître cette insaisissabilité ; mais quand elle invoque ce motif, elle ne l'invoque que subsidiairement (voir l'arrêt que nous venons d'étudier (3), mais quelquefois aussi elle le rejette comme étranger à la discussion comme dans cet arrêt de la Cour de Cassation du 16 Février 1880 (4) qui dit : « qu'il n'y a point à rechercher si ceux qui ont souffert du « délit n'auraient pas pu, avec plus d'attention et « de clairvoyance, éviter le dommage éprouvé. »

Nous avons donc dégagé le principe qui ressort de tous les arrêts ; les Tribunaux en ont fait une longue

(1) Cassation, 15 Juin 1864 ; Dalloz 64. 1. 379 ; Sirey, 64. 1. 363 ; Riom, 16 Mars 1892 ; Dalloz, 92. 2. 200 ; Sirey, 93. 2. 146.

(2) Chambéry, 11 Août 1868 ; Dalloz, 69. 2. 13.

(3) Grenoble, 19 Février 1901 ; Dalloz, 1901. 2. 367.

(4) Sirey, 81. 1. 351 ; Dalloz, 81. 1. 296 et France Judiciaire 79-80. 718.

suite d'applications ; mais une énumération de solutions d'espèces serait forcément incomplète et fastidieuse ; aussi nous nous bornerons à remarquer que bien souvent le point de vue de la jurisprudence coïncidera avec le nôtre, bien que cela ne soit pas forcé.

Mais la différence principale entre les deux théories existera principalement au point de vue de la preuve :

Pour nous, il faudra que les tiers prouvent qu'ils n'ont pas eu connaissance de l'affectation des biens dotaux, en vertu de cette règle que chacun doit prouver ce qu'il avance.

Pour la jurisprudence c'est au tiers qui se plaint de la mauvaise foi de la femme à faire cette preuve, en vertu de la même règle, s'il veut enlever à la femme la protection que lui assure la dotalité (1).

b) Faits commis lors de l'exécution des contrats.

Ici tout le monde est d'accord pour déclarer la femme irresponsable, non seulement de sa *simple faute* mais même de sa *mauvaise foi*. La jurisprudence admet en effet que le simple refus d'exécuter un engagement contractuel, même opposé par caprice et sans raison sérieuse, ne peut pas donner lieu à une condamnation à des dommages-intérêts exécutoire sur les biens dotaux. La résistance frauduleuse

(1) Lyon, 3 Février 1883 ; Dalloz, 83. 2. 142 ; Sirey, 83. 2. 154.

de la femme ne saurait équivaloir à un quasi-délit et engager sa dot, sans quoi l'insaisissabilité dotale se trouverait indirectement détruite : la femme pourrait contracter n'importe quel engagement, et donner ensuite action à son créancier sur ses biens dotaux, en s'obstinant sans motif d'exécuter le contrat (1).

Nous arrivons, évidemment, au même résultat en soutenant que les créanciers ne peuvent saisir les biens dotaux, puisqu'ils ont, en contractant avec une femme dotale, renoncé implicitement à exercer ce droit.

CHAPITRE 2

Dettes grevant les successions recueillies par une femme qui s'est constitué en dot ses biens à venir.

Les auteurs (2) et la jurisprudence admettent que si une succession échoit à une femme qui s'est constitué en dot tous ses biens futurs, les créanciers de cette succession auront néanmoins action sur les biens successoraux, quoique ces biens soient égale-

(1) Cassation, 23 Novembre 1835, Dalloz 86.1.2 ; Sirey, 86.1.5
Toulouse, 13 Mars 1890 ; Dalloz, 90. 2. 343.

(2) Duranton, tome 15, n. 533 ; Tessier, dot, tome I, page 447 ;
Troplong, contr. de mar, note 3332 ; Rodière et Pont, 2^e édit, note 1823 ; Guillouard, tome IV, note 1862.

ment dotaux. « Attendu que *s'il est indubitable* que
« les créanciers d'une succession acceptée purement
« et simplement par une femme dotale sont sans
« action sur les biens dotaux étrangers à cette suc-
« cession, il y a lieu de ne pas confondre dans le
« même privilège ces biens avec ceux qui, ayant le
« même caractère de dotalité, ont une origine diffé-
« rente, telle que celle d'une succession où la femme
« les a recueillis ; qu'en effet, il ne peut y avoir
« d'actif dans cette succession que déduction faite
« des dettes, et qu'il ne serait ni juste, ni rationnel
« que, en se prévalant de la dotalité générale des ses
« biens, la femme pût s'affranchir du paiement de
« ces dettes en retenant l'émolument des biens qui
« en étaient le gage pour les créanciers de la suc-
« cession du donateur » (1).

Mais pourquoi est-il « indubitable », comme dit
l'arrêt précité, que les créanciers de la succession
sont sans action sur les biens dotaux ? Un arrêt de
Cassation du 18 Août 1869 (2) nous le dira :

« Attendu que les obligations contractées pendant
« le mariage par la femme dotale ne peuvent, hors
« des cas prévus par la loi, engager ses biens
« dotaux, même après le mariage dissous ; que ce
« principe ne reçoit point exception dans le cas où

(1) Cour de Nîmes, 6 Mai 1861 ; Sirey, 61. 2. 369. — Dans le même sens : Pau, 20 Janvier, 1861 ; Dalloz, 1861, 5. 166.

(2) Sirey, 70. 1. 69.

« elle a accepté purement et simplement une succession avec l'autorisation de son mari, et a pris ainsi virtuellement l'obligation d'acquitter *ultra vires* les dettes de cette succession ; qu'aucune disposition légale ne permet de poursuivre l'exécution dudit engagement sur ses biens dotaux autres que ceux qui lui proviennent de la succession même dont les dettes sont à payer » (1).

Mais nous ne saurions être, ici, de l'avis de la jurisprudence. L'article 724 du Code Civil permet aux créanciers du défunt de saisir les biens de l'héritier de ce défunt, qui est en effet tenu des dettes *ultra vires successionis*, à moins qu'il n'ait accepté sous bénéfice d'inventaire (article 802 Code Civil). La femme n'ayant pas accepté sous bénéfice d'inventaire, les créanciers de la succession pourront saisir ses biens. Et celle-ci ne pourra prétendre soustraire à ce droit de poursuite ses biens dotaux ; car si les créanciers sont postérieurs à la constitution de dot, ils n'ont pas pour cela consenti l'affectation dotale et on ne voit pas pourquoi on les forcerait à accepter cette affectation qu'ils n'ont pu prévoir, chez un débiteur qu'ils n'ont pas choisi. Et la femme n'aura pas à se plaindre, puisqu'il ne tenait qu'à elle de soustraire ses biens au droit de poursuite des créanciers en n'acceptant la succession que sous bénéfice d'inventaire.

(1) Dans le même sens : Cass., 3 Janvier 1825 ; 28 Février 1834 ; Sirey, 34. 1. 208 ; Toulouse, 17 Mars 1851 ; Sirey, 51. 2. 411 ; D. 52. 2. 86.

CHAPITRE 3

Dettes provenant des quasi-contrats de la femme.

Les biens dotaux sont saisissables pour l'exécution des dettes provenant de délits, même de délits purement civils de la femme ; il n'en est pas ainsi pour l'exécution de dettes nées d'un contrat ou d'un quasi-contrat ; la Cour de Cassation a jugé en effet que : « Les motifs qui ont fait admettre une exception au principe d'inaliénabilité de la dot pendant le mariage sont inapplicables aux obligations quasi-contractuelles » (1). Peut-être a-t-on craint également que la facilité de s'obliger sur la dot par des quasi-contrats ne donnât à la femme un moyen d'en disposer à son gré, par connivence avec des tiers. Ce qu'il y a de remarquable dans cet arrêt, c'est qu'il ne distingue pas si le quasi-contrat (en l'espèce une gestion d'affaire) est l'œuvre de la femme ou celle d'un tiers.

Voyons l'opinion des auteurs dans ces deux hypothèses :

(1) Cassation, 3 Mai 1893 ; Dalloz, 93. 4. 349 ; Sirey, 93. 4. 365.

a) La femme a géré l'affaire d'autrui :

Les auteurs soutiennent que la femme ne peut s'obliger sur ses biens dotaux : la loi ne dit pas en effet dans l'article 1554 du Code Civil que le fonds dotal ne pourra être aliéné par les contrats de la femme ; elle dit que le fonds dotal est inaliénable, ce qui signifie qu'il ne peut être aliéné par aucun acte volontaire de la femme, qu'il s'agisse d'un contrat ou d'un quasi-contrat. Les dangers de cette aliénation sont les mêmes, la dot n'en serait pas moins exposée à être détournée de sa destination, qu'il s'agisse d'un contrat ou d'un quasi-contrat, et la loi devait, à peine d'inconséquence, prohiber ces deux modes d'aliénation, comme elle l'a fait par la généralité des termes de l'article 1554 (1).

b) Le tiers a géré l'affaire de la femme.

Les auteurs admettent en général que les créanciers qui ont géré l'affaire de la femme ont bien celle-ci pour obligée, mais que, comme elle est incapable d'engager le fonds dotal, ils ne pourront exercer sur ce fonds aucune action (2). Certains

(1) Guillouard, t. IV. 4860 ; Aubry et Rau, t. V. § 538 p. 614 ; Tessier, t. 1, n. 466 ; Bellot des Minières, t. 3. 1033 ; Lecourtois et Surville, t. 3, 1680 ; Rodière et Pont, t. 3, 1823 ; Demante et Colmet de Santerre, t. 6, 226 bis. VIII ; Jouitou, 450 — Contra : Toullier n. 276.

(2) Tessier t. 1, n. 455 ; Troplong IV, 3332 ; Zacchariæ, § 537.

auteurs (1) pourtant admettent que la femme serait obligée en ce cas sur ses biens dotaux, dans la mesure, du moins, du bénéfice qu'elle en aurait retiré.

Avec notre théorie nous ferons la même distinction que les auteurs et nous serons moins absolus que la jurisprudence :

Dans le premier cas, contrairement à la jurisprudence, nous déciderons que le tiers pourra saisir les biens dotaux, car la femme l'ayant obligé sans son consentement, il ne pourra de ce fait souffrir de l'affectation dotale qu'il n'a pu ni voulu consentir.

Dans le second cas, d'accord cette fois avec la jurisprudence, nous déciderons que le créancier ne pourra pas saisir le bien dotal ; car en gérant l'affaire de la femme, il a su ou aurait dû savoir que la femme avait des biens dotaux, par suite insaisissables.

(1) Demante et Colmet de Santerre, 6. 226 bis, VIII ; Jouitou, 150 ; Sériziat, 132.

CHAPITRE 4

Dettes provenant d'obligations légales.

Voici une nouvelle exception au principe qu'aucune dette, quelle qu'en soit l'origine, ne peut être exécutée sur le bien dotal : Les obligations légales, même lorsqu'elles naissent à la charge de la femme au cours du mariage, grèvent le fonds dotal comme elles grèveraient tout autre bien. Voici plusieurs cas d'application de cette exception :

Le paiement des droits de mutation dus à l'Etat, soit au tiers subrogé aux droits de l'Etat, peut être poursuivi sur les biens dotaux, comme il pourrait l'être sur des biens de libre disposition ; c'est ce qu'a jugé la Cour de Caen le 18 Juin 1880 (1) ; cette Cour décida que les biens dotaux sont saisissables pour avoir paiement des droits de mutation ou de toutes autres contributions dues à l'Etat. C'est une dette imposée par la loi directement et indépendamment de la volonté de l'obligé. Il ne saurait être question de protéger la femme contre la nécessité de

(1) Sirey, 1881, 2. 4.

payer sa contribution aux dépenses générales de la société dans le sein de laquelle elle vit. Aucune incapacité ne relève de cette obligation, et n'affranchit des conséquences qu'elle entraîne. L'égalité de tous devant l'État, au point de vue de l'impôt, doit faire abaisser les obstacles au recouvrement, surtout les obstacles qui tiendraient à des conventions privées comme le régime dotal.

C'est ainsi encore que le paiement de la contribution foncière due pour les immeubles dotaux eux-mêmes pourra être poursuivi sur les biens dotaux (1).

CHAPITRE 5

Des créanciers postérieurs au mariage saisissant un bien dotal hypothéqué dans le cas où l'aliénation est permise par la loi.

Les créanciers de la femme pourront également saisir les biens dotaux pour les dettes contractées par elle, avec autorisation de son mari ou de justice, pour l'établissement de ses enfants, conformément aux articles 1555 et 1556 du Code Civil ; ou

(1) Limoges, 28 Mai 1863 ; Sirey, 63, 2, 140 ; Dalloz, 63, V. 127. En ce sens : Deloynes, *Revue Critique* 1882, p. 571 ; Guillouard, t. IV. 2097 ; Aubry et Rau, t. V., p. 615 ; Labbé, note au Sirey, 1881, 2. 1.

si elle s'est obligée, avec la permission de justice, dans les diverses hypothèses prévues par l'article 1558. Mais remarquons que l'autorisation de justice doit précéder l'emprunt, sinon, les créanciers vis-à-vis desquels la femme s'est obligée n'auraient pas d'action sur ses biens dotaux, alors même que leurs capitaux auraient servi pour l'une des causes indiquées dans l'article 1558 (1).

CHAPITRE 6

De certains privilèges créés par la loi.

Examinons enfin les cas où la loi donne à certains créanciers des privilèges qui leur permettent de saisir le fonds dotal lui-même ; les privilèges que nous examinerons dans ce chapitre sont les suivants : Privilèges de l'avoué et de l'avocat qui ont occupé pour la femme ; Privilèges du vendeur, du copartageant et de l'architecte.

(1) Cassation, 19 Décembre 1862 ; Sirey, 1863, 1. 131 ; Nîmes, 22 Avril 1856 ; Sirey, 57. 2. 99 ; Cassation, 13 Mars 1867 ; Sirey, 67. 1. 256.

a) Privilèges de l'avoué et de l'avocat.

S'il s'agit des frais dûs par la femme à l'avoué qui a occupé pour elle devra-t-on refuser toute action à l'avoué sur le fonds dotal pour paiement de ses frais ?

La jurisprudence fait une distinction selon qu'il s'agit de procès intéressant la conservation de la dot ou non.

Dans le premier cas la jurisprudence permet à l'avoué de poursuivre sur les biens dotaux le paiement de ses frais : « Attendu que si les frais faits « contre la femme dotale ne peuvent être répétés « contre elle sur ses biens dotaux, il ne saurait être « douteux que les frais faits par son avoué, dans « l'intérêt et pour la conservation de la dot, doivent « être payés par la dot elle même; qu'il doit en être « de même des honoraires de l'avocat payés par « l'avoué » (1) . . .

La doctrine est aussi de cet avis (2) car si la dot est aliénable pour frais nécessaires à sa conservation (art. 1558 al. 4), ou doit décider qu'elle est saisissa-

(1) Grenoble, 14 Mars 1860; Sirey, 60. 2. 497 et Dalloz 61. V. 164; idem, Cassation, 8 Avril 1862; Sirey, 62. 1. 1045; Agen, 17 Février 1862; Sirey, 64. 1. 80; Montpellier, 9 Novembre 1858; Sirey, 59. 2. 145; Toulouse, 20 Mars 1833; Sirey, 33. 2. 484; Nîmes, 18 Avril 1860; Sirey, 61. 2. 79; Caen, 14 Août 1837; Sirey, 38. 2. 49.

(2) Massé et Vergé sur Zacchariæ, t. 4, § 670, note 30; Aubry et Rau, t. 4, p. 514; Dutruc, tr. de la séparation de biens n. 444; Guillouard IV, 2093; Troplong, IV, 3334; Rodière et Pont, III, 1825.

ble pour les mêmes causes : et cette exception est très utile à la dot, « attendu qu'admettre le contraire « serait placer le plus souvent la femme dans l'im-
« possibilité de se faire défendre, son avoué pouvant
« refuser légitimement de lui prêter son ministère,
« pour ne pas s'exposer à perdre, si elle venait à
« succomber, les frais qu'il pourrait exposer » (1).

Dans le second cas, s'il s'agit d'une instance qui n'a pas pour but direct la conservation de la dot, comme l'instance en séparation de corps par exemple, l'avoué n'aura pas action sur la dot ; l'exception dont le germe est dans l'art. 1558 al. 4 fait défaut, il ne s'agit plus d'une dépense nécessaire pour la conservation de la dot, et nous rentrons dans la règle générale de l'insaisissabilité de la dot (2). Si nous appliquons ici notre théorie elle nous conduira, en raisonnant rigoureusement, à un résultat opposé à celui de la jurisprudence, pour le premier cas du moins : l'avoué connaissait la dotalité des biens de la femme lorsqu'il a consenti à occuper pour elle ; donc il ne pourra pas saisir le fonds dotal ; s'il ne trouvait pas de garanties suffisantes dans la fortune personnelle de la femme il n'avait qu'à s'abstenir d'occuper pour elle. Mais c'est ici qu'il nous faut faire fléchir notre principe devant les raisons d'ordre

(1) Nîmes, 18 Avril 1860 ; Sirey, 61. 2. 79.

(2) Cassation, 5 Juillet 1865 ; Sirey, 65. 1. 140 et Dalloz 65. 1. 218 ; Aix, 26 Mai 1886 ; Sirey, 87. 2. 97.

supérieur que nous a données la jurisprudence et que nous avons citées plus haut, à savoir l'impossibilité où se trouverait la femme de trouver un avoué.

Pour le second cas, notre principe s'applique rigoureusement et se trouve d'accord avec la jurisprudence.

b) Privilège du vendeur.

La femme mariée sous le régime dotal peut-elle opposer au vendeur avec qui elle a contracté les règles exceptionnelles qui sont destinées à assurer la conservation de sa dot ? Ces règles ne doivent-elles pas fléchir devant celles qui accordent au vendeur un privilège sur l'immeuble ayant fait partie de la vente ? Et par suite le vendeur ne doit-il pas avoir le droit d'exercer son privilège, de saisir l'immeuble qui en est frappé et de se faire payer par préférence sur le prix, sans qu'on puisse lui opposer l'insaisissabilité de cet immeuble devenu dotal ? Voyons ce que décide la jurisprudence et les raisons qu'elle donne pour justifier sa solution.

Examinons d'abord le cas où l'immeuble acquis par la femme est dotal pour le tout, le prix de cet immeuble n'étant pas supérieur au montant des deniers dotaux à employer. Il est incontestable que le vendeur ne peut poursuivre le paiement du prix sur les autres biens dotaux de la femme. A-t-il

cependant le droit de saisir le bien vendu par lui faute d'avoir été payé ?

Pour trancher cette question, nous devons rechercher si l'immeuble acquiert immédiatement à l'égard du vendeur le caractère dotal. La jurisprudence admet que la dotalité de l'immeuble est subordonnée à la condition du paiement du prix avec les deniers dotaux (1). En effet, jusqu'à l'accomplissement de cette condition, le caractère de l'immeuble est en suspens, de même que le droit de la femme n'est pas définitif. Le vendeur conserve son privilège, mais sur un immeuble qui n'est pas dotal. Après paiement du prix, le caractère de l'immeuble est fixé, il est indubitablement dotal. Le vendeur désintéressé n'a plus alors de créance et par suite le privilège est éteint (2).

La doctrine est en général de cet avis, et invoque encore pour justifier son opinion une autre considération juridique : Il n'y a pas seulement dans les privilèges que la loi donne à ces créanciers un droit de préférence à l'encontre des autres créanciers ; il y a une

(1) Grenoble, 7 Mars 1895, D. 96. 2. 348.

(2) Paris, 20 Novembre 1858 ; D. 59. 2. 78 ; Nîmes, 11 Janvier 1882 ; Dalloz, 82. 2. 60 ; Aix, 20 Janvier 1894 ; Dalloz, 94. 2. 286 ; Grenoble, 7 Mars 1895 ; Dalloz, 96. 2. 348 ; Cassation, 14 Juin 1881 ; Dalloz, 82. 1. 105 ; Grenoble, 20 Février 1894 ; Sirey, 95. 2. 289 ; Dalloz, 98. 2. 305 ; Cassation, 31 Juillet 1900 ; Dalloz, 1901, 1. 327 ; Sirey, 1901, 1. 385.

affectation spéciale sur un immeuble, basée sur ce qu'ils ont fait entrer l'immeuble dans le patrimoine de leur débiteur ou qu'ils en ont accru la valeur. Cette affectation spéciale leur permet de suivre l'immeuble, de le faire vendre et de se faire payer sur le prix sans avoir à s'occuper des droits que les autres personnes pourraient réclamer. Si on oppose à ce créancier l'inaliénabilité du fonds, c'est en vertu de l'affectation spéciale résultant de son privilège qu'il prétend écarter l'exception de dotalité

Et il ne saurait suffire, pour écarter ce privilège, d'opposer que le principe est dans l'art. 1554 du Code Civil et que la loi ne distingue pas le vendeur des autres créanciers ; la question est précisément de savoir si la règle n'est pas ici dans l'art. 2103, et si le vendeur n'a pas, par suite de cette règle, plus de droits que n'en auraient d'autres créanciers.

Il ne faut pas non plus, pour trancher la difficulté, rechercher si le privilège n'est pas né avant la dotalité, ou la dotalité avant le privilège. On a soutenu à tort que le privilège est antérieur à la dotalité, parce qu'il a été retenu (1). De même c'est à tort qu'on a, au contraire, soutenu que le privilège n'est établi comme sûreté qu'après la translation de la propriété et la dotalité de l'immeuble (2). Ces discus-

(1) Aix, 20 Janvier 1894.

(2) Wahl, note au Sirey, 1895, 2. 289 ; Grenoble, 20 Février 1894.

sions sont sans portée : le privilège du vendeur n'est pas un droit retenu. Mais c'est le même acte juridique qui a fait naître en même temps le droit de propriété de la femme, le caractère dotal du bien, la créance du vendeur, le privilège qui la garantit.

La question trouve sa solution dans des considérations décisives de raison et d'équité. Il faut se placer au point de vue du but des deux institutions, celle de la dotulité et celle des privilèges immobiliers. On constate alors que les motifs qui ont fait admettre les privilèges immobiliers existent dans notre hypothèse, comme dans toutes les autres où il y a vente ; il y a, à la base de la loi sur ce point, une idée d'affectation spéciale, de corrélation et d'interdépendance entre l'acquisition et le privilège ; un acquéreur ne peut prétendre invoquer l'acte de vente comme l'ayant rendu propriétaire, et le repousser comme ne créant pas de privilège. Cette idée conserve toute sa force quand le bien acquis est dotal. D'autre part, et tout au contraire, les règles exceptionnelles de la conservation de la dot ne se retrouvent plus ; il s'agit ici pour la femme de ne pouvoir acquérir sans payer le prix de ses acquisitions ; l'inaliénabilité dotale n'est pas dirigée contre ceux qui font entrer les biens dotaux dans le patrimoine de la femme, ou en augmentent la valeur ; elle doit l'empêcher de diminuer sa dot, et non lui

permettre de s'enrichir aux dépens d'autrui (1).

Voyons maintenant le cas où un immeuble est acquis par la femme moyennant un prix payé en partie avec des deniers dotaux soumis à emploi et resté impayé pour le surplus. L'immeuble est en ce cas partie dotal, partie paraphernal (2).

Si le vendeur, n'étant pas payé du surplus du prix de vente, exerce son privilège, peut-il se faire payer sans se préoccuper de la dotalité d'une partie de l'immeuble ? La jurisprudence maintient au vendeur l'exercice du privilège sur l'immeuble entier ; il ne pourra se voir opposer la dotalité partielle de l'immeuble sur lequel il a un privilège ; il sera payé intégralement, avant que la femme ait aucun droit à faire valoir (3).

Et la doctrine en donnant la même solution se base sur l'indivisibilité du privilège. Celui-ci affecte

(1) Albert Tessier, note au Sirey, 1901, 1. 385 ; Deloynes, note au Dalloz, 1898, 2. 305 ; Baudry Lacautinerie et Deloynes, t. 1, n. 600 ; Lecourtois et Surville, Contr. de mariage, t. 3, 1782 ; Vigé, rev. crit. 1897, p. 493 ; Charmont, rev. crit. 1901, p. 78 Aubry et Rau, § 534 à 537.

(2) Cassation, 24 Novembre 1852 ; Sirey, 52. 1. 798.

(3) Cassation, 31 Juillet 1900, précité ; Nîmes, 11 Janvier 1882, précité ; Aix, 20 Janvier 1894, précité ; Rouen, 8 Août 1894 ; Sirey, 1895, 2. 245 ; Rennes, 24 Mai 1895 ; Sirey, 1901, 1. 385 en sous note ; Grenoble, 7 Mars 1895, D. 96. 2. 348.

l'immeuble dans son ensemble et dans chacune de ses parties à la sûreté du prix dans sa totalité et dans chacune de ses fractions, parce que la vente est une et qu'elle a été consentie en bloc pour un seul prix. Dès lors, le vendeur a le droit de réclamer sa collocation pour le solde de sa créance sur le prix de tout l'immeuble, sans distinction entre la partie dotale et celle qui ne l'est pas.

Enfin les motifs que nous avons donnés démontrent *a fortiori* que la même solution doit être donnée lorsque l'acquisition a été faite à l'aide de deniers dotaux dont l'emploi n'était ni prescrit, ni permis même dans le contrat de mariage, où, par suite, l'immeuble acquis ne devient pas dotal, et contient seulement la valeur d'une dot mobilière qui a conservé son caractère dotal et qui est inaliénable en vertu de la jurisprudence

Maintenant que nous avons vu quelles sont les solutions données par la jurisprudence et la doctrine, il faut examiner si nous arriverons au même résultat en appliquant notre théorie.

Le vendeur, d'après nous, conservera son privilège dans les trois cas que nous venons d'examiner ; en effet, si les créanciers postérieurs au mariage se voient opposer l'insaisissabilité de la dot, c'est qu'ils ont consenti, en contractant avec la femme dotale, à voir une partie de leur gage leur échapper ; ils savent, en effet, que le fonds dotal est insaisissable, que la femme ne peut leur donner ni privilège, ni

hypotèque sur ce fonds. Ils se sont donc contentés des paraphernaux pour faire partie de leur droit de gage. Mais ici c'est tout différent : s'ils vendent à la femme un bien, sachant que ce bien deviendra immédiatement dotal, c'est qu'ils ont entendu garder le privilège que la loi elle-même leur donne ; jamais ils n'ont consenti à renoncer à cette sûreté, qui, en cas de dotalité générale des biens présents et à venir, sera leur unique moyen de se faire payer.

c) *Privilège du copartageant.*

Lorsque la femme s'est constitué en dot ses biens à venir, et qu'elle recueille une succession, ces biens deviennent dotaux. Si la succession a donné lieu à un partage amiable ou à une licitation, et que les cohéritiers de la femme ne soient pas payés de la soulte qui leur est due, ceux-ci conservent-ils leur privilège de copartageant sur les biens attribués à la femme, malgré la dotalité qui frappe ces biens recueillis par la femme dotale ? Ici encore la jurisprudence a permis aux cohéritiers d'exercer leur privilège sur les biens recueillis par la femme, bien que ceux-ci soient dotaux : « Attendu que, le par-
« tage n'ayant d'autre objet que de déterminer la
« part de propriété de chacun des copartageants
« dans la chose commune, la femme dotale y
« contracte, par rapport aux biens qui en forment
« la matière, les mêmes obligations que si elle était
« mariée sous tout autre régime ; que si ses autres
« biens dotaux provenant d'une origine différente et

« étrangers au partage ne peuvent, à cause de leur
« inaliénabilité absolue, être régulièrement affectés à
« l'exécution de ses engagements, il n'en reste pas
« moins vrai que les choses mêmes dont l'indivision
« a cessé et qui lui sont échues doivent répondre
« dans ses mains de l'exécution du partage ou de la
« licitation, et qu'elle n'a pu se rendre personnelle-
« ment adjudicataire qu'à la charge d'acquitter le
« prix ou la soulte » (1).

Cette décision est conforme à celle que nous admettons : Si les tiers qui contractent pendant le mariage avec une femme dotale subissent les conséquences de l'inaliénabilité de la dot qu'ils ont consentie, il en est tout autrement dans le cas où des tiers réclament les effets juridiques d'actes de la femme qu'il n'était pas en leur pouvoir d'empêcher. Dans l'hypothèse que nous examinons, les tiers colicitants n'ont pu empêcher la femme de se porter adjudicataire des biens indivis ; ils n'ont jamais consenti l'affectation dotale ; ils doivent donc avoir le droit de saisir ces biens, quoiqu'ils soient dotaux.

d) Privilège du constructeur.

Les constructions élevées sur le fonds dotal sont dotales, même s'il s'agit de constructions sur un

(1) Limoges, 16 Juin 1860 ; Dalloz, 61. 2. 71 ; Sirey, 61. 2. 330 ; dans le même sens Cassation, 18 Novembre 1895 ; Dalloz, 95. 4. 46 ; Cassation, 18 Novembre 1895 ; Sirey, 97. 4. 65.

terrain nu. La jurisprudence n'a pas varié sur ce point et a estimé que « les constructions nouvelles... « s'incorporaient au sol même comme accessoires, et « participaient à son inaliénabilité » (1) C'est une extension de la théorie de l'accession. A plus forte raison la même solution est-elle admise lorsqu'il s'agit d'améliorations ou d'agrandissements apportés à l'immeuble dotal. Le constructeur, l'architecte qui ont entrepris les travaux ont un privilège ; le caractère de dotalité qui frappe ces constructions ou améliorations n'empêche-t-il pas le constructeur ou l'architecte de se prévaloir de leur privilège ?

La jurisprudence paraît bien décidée à leur permettre d'exercer leur privilège : « Attendu qu'il « serait révoltant, selon la forte expression du « Tribun Grenier, que ce créancier fut dépouillé « sans être payé de la chose qu'on doit envisager « comme sienne jusqu'à concurrence de la dette ... ; « que l'objection tirée du caractère de dotalité de « l'immeuble soumis à leur action, n'a pas plus de « force à leur égard qu'elle n'en saurait avoir vis-à- « vis du vendeur impayé ou du copartageant créan- « cier de soulte, auxquels la jurisprudence reconnaît « le droit de saisir le fonds dotal ; car, si les cons- « tructions, en s'incorporant à ce fonds, se sont

(1) Paris, 11 Avril 1850 ; Sirey, 51. 2. 463 ; dans le même sens Cassation, 29 Août 1860 ; Sirey, 61. 1. 9 ; Cassation, 40 Juin 1885 ; Dalloz, 86. 1. 205.

« confondues avec lui, elles n'ont pu entrer dans le
« patrimoine de la femme mariée que grevées, à
« concurrence de la plus-value qu'elles lui procurent,
« du droit hypothécaire privilégié qui leur était
« inhérent, tout comme l'immeuble acquis par elle
« en remploi ou tombé dans son lot... ; que vaine-
« ment on soutiendrait que l'immeuble étant
« dotal, dans toutes ses parties, n'a point cessé,
« juridiquement parlant, d'être le même, malgré
« l'adjonction des constructions qu'il a reçues ; que,
« pour qu'il en fut ainsi, il faudrait que l'article 2103
« n'eût pas formellement réservé un droit réel et de
« suite à l'auteur de ces constructions, et n'eût pas
« fictivement envisagé comme sien ce gage lui-même,
« à concurrence de la dette ; que le système adverse
« n'annihile pas seulement le privilège, qu'il en est
« la pure négation » (1).

Pourtant quelques arrêts (2) ont refusé au constructeur le bénéfice de leur privilège ; mais dans les espèces alors soumises à la justice, le constructeur n'avait pas observé les prescriptions des articles 2103 et 2109 du Code Civil. Dès lors, on pouvait dire avec raison que le privilège n'avait pas pris naissance parce que la plus-value n'avait pas été distin-

(1) Aix, 10 Juillet 1899 ; Dalloz, 1900, 2. 241, dans le même sens : Cassation, 10 Février 1903 ; Sirey, 1905, 1. 33.

(2) Toulouse, 25 Février 1855 ; Sirey, 55. 1. 644 ; Dalloz, 56. 2. 273.

guée par la rédaction des procès-verbaux de l'article 2103, et que, même en admettant son existence, le privilège ne pouvait pas être exercé parce que les inscriptions exigées par l'article 2110 n'avaient pas été faites. Donc, à défaut de privilège, le constructeur n'était qu'un créancier ordinaire d'une femme dotale.

Et la grande majorité des auteurs (1) adopte l'avis de la jurisprudence, car les privilèges sont établis par la loi, sans que la volonté des parties participe directement à leur institution ; ce n'est pas elle qui crée cette garantie, elle résulte de la loi. Les immeubles dotaux doivent donc, comme les autres immeubles, être grevés des privilèges établis par la loi. Et cette solution n'est pas contraire au but du régime dotal ; car si ce régime a pour but la conservation de la dot, il n'a pas pour but d'en procurer l'augmentation au détriment d'un tiers qui a créé cette plus-value. L'on objecte, il est vrai, qu'il est irrationnel de distinguer deux choses dans un bien qui est un, et que l'amélioration produite doit, à titre d'accessoire, suivre le sort du principal : *Accessorium sequitur principale* ; par suite la construction élevée sur l'immeuble dotal étant dotale au même

(1) Guillouard, Traité des privilèges et hypothèques, t. 2, n. 525 ; Boudant, Cours de Droit Civil français, t. 2, n. 507 ; Baudry Lacantinerie et Deloynes : du nantissement des privilèges et hypothèques, t. 1, n. 627 et la note 1 page 62.

titre que celui-ci, doit échapper de la même manière au droit de gage des créanciers de la femme, et par conséquent du constructeur et que l'immeuble ne saurait être grevé du privilège de ce dernier.

L'objection serait exacte si les immeubles dotaux étaient toujours insaisissables. Mais il n'en est rien ; il existe des exceptions, par exemple pour les créanciers antérieurs au contrat de mariage, ou pour ceux qui ont des hypothèques antérieures à ce contrat. La même règle doit être suivie pour les privilèges qui grevent ces biens en vertu de la loi.

Notre théorie nous conduit-elle au même résultat ? Evidemment oui. Et cela pour des raisons semblables à celles que nous avons données à propos du privilège du vendeur : Si un architecte ou un constructeur améliorent ou construisent un immeuble, sachant que l'amélioration ou la construction deviendront dotales, c'est qu'ils ont entendu garder le privilège que la loi elle-même leur donne ; jamais ils n'ont consenti à renoncer à cette sûreté.

DEUXIÈME PARTIE

Objet du gage des Créanciers.

Nous venons d'étudier les cas dans lesquels les créanciers pouvaient saisir les biens dotaux, et les cas dans lesquels ils se voyaient opposer l'insaisissabilité dotale.

Il nous faut maintenant préciser un peu la question. Dans les cas où les créanciers peuvent saisir les biens dotaux, que peuvent-ils saisir en réalité ? Sont-ils tenus de respecter le droit de jouissance du mari ? Et doivent-ils se contenter de saisir la nue-propriété ou peuvent-ils saisir la pleine propriété de ces biens ?

Dans le cas où les créanciers voient les biens dotaux exclus de leur droit de gage, sur quoi peuvent-ils poursuivre le recouvrement de leur créance ?

Telles sont les questions que nous avons réservées jusqu'ici et dont nous allons aborder l'étude dans cette deuxième partie. Nous la diviserons en deux chapitres : Dans le premier nous verrons l'objet

du droit de gage des créanciers qui peuvent saisir les biens dotaux. — Dans le deuxième, nous examinerons ce qui est exclu du gage des créanciers à qui la totalité est opposable.

CHAPITRE 1^{er}

Les Créanciers pouvant saisir les biens dotaux peuvent-ils saisir la pleine propriété de ces biens ou seulement la nue-propriété ?

La doctrine et la jurisprudence sont, cette fois encore, en désaccord : la doctrine (1) refuse, aux créanciers de la femme, qui ont le droit de saisir les biens dotaux, la faculté de saisir la pleine propriété de ces biens. Ils doivent respecter le droit de jouissance du mari : la dot a été « apportée au mari », comme le dit l'article 1540 ; c'est donc que celui-ci a le droit d'en percevoir les revenus pour subvenir aux charges du mariage, charges qui lui incombent.

(1) Duranton, XV. n. 512 ; Tessier, de la dot, 1, p. 424-425 ; Troplong, IV. n^{os} 34, 61 et 62 ; Rodière et Pont, 3, 1800 ; Aubry et Rau, V. § 638. p. 606 ; Laurent, XIII. n. 548 ; Lyon-Caen, note au Sirey, 1879, 2. 65 ; Guillouard, IV. 2077 ; Toullier, 14. 207 ; Delvincourt, t. 3, p. 337.

Ce droit résulte du contrat intervenu entre le mari et la femme, et les créanciers, qui ont suivi la foi de leur débitrice, ne peuvent poursuivre les biens dotaux comme s'il n'y avait pas eu de contrat de mariage.

D'un autre côté la doctrine qui déclare les biens dotaux inaliénables (1) n'est pas acceptable : si la femme en se constituant en dot un immeuble l'a rendu inaliénable, il s'agirait de savoir dans quelle mesure elle l'a soustrait aux poursuites de ses créanciers : et le principe de l'inaliénabilité ne le résout pas. Or, la femme, en réglant les conditions pécuniaires de l'acte qu'elle va contracter, n'a pas pu, du jour au lendemain, soustraire aux poursuites de ses créanciers des biens qui formaient déjà leur gage.

Aussi les auteurs trouvent-ils la solution de ce problème en proposant de permettre aux créanciers de saisir la nue-propriété des biens dotaux, et de la faire vendre, respectant ainsi cette idée que la rédaction des conventions matrimoniales n'a pas pu enlever aux créanciers de la femme leur droit de gage général sur tous les biens de leur débitrice comme le ferait une vente ; et de limiter à la nue-propriété des biens dotaux le droit de poursuite des créanciers, respectant ainsi la jouissance conférée à titre onéreux au mari sur les biens dotaux.

(1) Marcadé, VI, 1558. III.

Pourtant la décision de la doctrine ne nous paraît pas acceptable et la jurisprudence la repousse également. Pour trancher cette question, il faut, nous semble-t-il, en examiner une autre : quels sont les droits du mari sur la dot ?

En effet, les créanciers, qui peuvent saisir les biens dotaux, sont soumis au droit commun des créanciers et débiteurs. Si donc le droit du mari est un droit réel indépendant de la propriété, ils ne pourront évidemment pas saisir la pleine propriété du bien, de même qu'un créancier qui saisit un immeuble ne peut évincer l'usufruitier de cet immeuble.

Si au contraire le droit du mari n'est pas un droit réel indépendant du droit de propriété, les créanciers pourront saisir cet immeuble en pleine propriété.

La jurisprudence se déclare pour la seconde thèse :

La Cour de Montpellier dans un arrêt que nous avons déjà eu l'occasion de citer (1), décida que des créanciers chirographaires antérieurs au mariage pouvaient saisir la pleine propriété des biens dotaux, et que c'est en vain que le mari prétendait que leurs droits devaient être restreints à la nue-propriété, et même que ces créanciers porteurs d'un titre paré,

(1) Montpellier, 6 Mars 1844 ; Dalloz, 45. 2. 38 ; Sirey, 45. 2. 11 ; dans le même sens : Montpellier, 13 Novembre 1878 ; Sirey, 79. 2. 65 ; Cassation, 20 Août 1861, Pand. franç. chron. 11. 2. 1.

pouvaient faire pratiquer une saisie immobilière sur les biens dotaux, directement et sans être tenus soit de faire au mari la sommation exigée par l'article 2169 du Code Civil, soit d'obtenir une autorisation judiciaire suivant le vœu de l'article 1558 du Code Civil :

« Attendu que l'art. 1558 du Code Civil permet
« l'aliénation du bien dotal, pour le paiement des
« dettes de la femme, lorsqu'elles ont une date cer-
« taine antérieure au contrat de mariage ; que tout
« bien aliénable est par cela même saisissable ; qu'il
« n'y a, à cet égard, aucune distinction à faire entre
« les dettes chirographaires et les dettes hypothé-
« caires : qu'en effet, ce n'est pas en vertu du droit
« de suite attaché à l'hypothèque que l'expropriation
« procède, mais en vertu du droit général consacré
« par les art 2092, 2093, 2204 du Code Civil qui
« veulent que tous les biens d'un débiteur soient le
« gage commun de ses créanciers, et qui les autori-
« sent, sans distinction, à poursuivre l'expropriation
« des biens immeubles appartenant à leur débiteur ;
« qu'il suit de là que ce n'est pas contre le mari et
« par voie de sommation de payer ou délaisser,
« conformément aux art. 2169 et suivants du même
« Code, que les créanciers de la femme antérieurs au
« mariage doivent procéder ;

« Que le mari n'est pas tiers détenteur des biens
« dotaux dans le sens de ces articles. Que, par
« l'effet du mariage, il ne devient pas propriétaire

« des biens constitués en dot ; qu'il en a seulement
« l'administration ; que si l'art 1549 du même Code
« lui donne le droit d'en percevoir les fruits, *ce n'est*
« *que pour les faire servir à la destination de la*
« *dot*, qui est *de pourvoir aux charges du mariage*;
« *que ce droit ne constitue donc pas* un usufruit
« proprement dit, *un droit réel distinct de la nue-*
« *propriété*, et susceptible de se perpétuer entre les
« mains du mari après l'expropriation du fonds sur
« la tête de la femme ; que l'administration et la
« jouissance du mari n'existent que sur ce qui est
« et demeure la propriété de la femme comme dotal,
« et subissent les modifications que subit le fonds
« dotal lui-même ; que, d'ailleurs, si au moment du
« mariage, le bien de la femme se trouvait grevé
« de dettes, il est vrai de dire que la constitution de
« dot n'a porté que sur ce qui pouvait rester, dé-
« duction faite des dettes. »

Et cette décision de la jurisprudence est conforme à notre théorie : les droits du mari sur les biens dotaux ne sont qu'une conséquence de l'affectation spéciale de certains biens du patrimoine de la femme qui sont déclarés inaliénables et insaisissables ; et quand cette affectation n'est pas opposable aux créanciers, ils pourront donc, à notre avis, saisir ces biens en pleine propriété

Pourtant par une bizarrerie traditionnelle et que nous ne pouvons nous expliquer, la jurisprudence admet que les biens dotaux ne sont saisissables qu'en

nue-propriété, lorsque la dette de la femme résulte d'un délit (1). En quoi le raisonnement de la jurisprudence, que nous avons donné plus haut, cesse-t-il d'être vrai dans ce cas ?

CHAPITRE 2

Quels sont les biens qui sont exclus du gage des créanciers à qui la dotalité est opposable ?

Examinons maintenant la situation des créanciers qui ont consenti la dotalité de la femme : ils ne pourront saisir les biens dotaux que la femme s'est constitués en dot ou qu'un tiers lui a constitué ; ni les biens qui sont devenus dotaux par subrogation dans les cas où l'emploi ou le remploi est obligatoire pour le mari.

Mais quelle sera la situation des créanciers saisissant un bien paraphernal, dans lequel, suivant une théorie jurisprudentielle, est enfermée la dot de la femme ?

(1) Cassation, 27 Février 1833 ; Sirey, 84. 1. 185 ; Cassation, 4 Mars 1845 ; Sirey, 45. 1. 513 ; Cassation, 23 Juillet 1851 ; Sirey, 51. 1. 576.

Le bien paraphernal, qui représente la dot, est en principe saisissable, mais, dans le prix qui en provient, le créancier doit respecter la dot. Ce sera donc dans une restriction sensible au droit de poursuite des créanciers que consistera, en définitive, la protection des valeurs dotales contenues dans les paraphernaux : la femme pourra prélever sur le prix d'adjudication la valeur dotale qui vient ainsi d'être séparée du bien paraphernal avec lequel elle se confondait. L'opération qui a rendu son individualité à la dot, fournit l'occasion à la femme de protéger cette dot contre la saisie des créanciers : La jurisprudence a admis cette manière de voir dans un arrêt de Cassation du 27 Février 1883 (1) : une femme mariée sous le régime dotal avait sa dot incluse dans deux navires dont elle se servait pour faire le commerce ; ayant fait de mauvaises affaires, les créanciers saisirent les navires pour se payer de leurs créances. Mais la femme prétendit prélever sur le prix de vente de ces navires le montant de sa dot, se basant sur l'inaliénabilité dotale. La Cour de Rennes (2) avait fait droit à sa demande : mais les créanciers de la femme allèrent en Cassation se basant sur la violation de l'article 1554 du Code Civil, en ce que

(1) Dalloz, 84. 1. 29 et Sirey 84. 1. 185 ; dans le même sens : Cassation, 21 Nov. 1874 ; Sirey, 74. 1. 115 ; Nîmes, 11 Janvier 1882 ; Sirey, 82. 2. 137 ; Cassation, 3 Juin 1891 ; Sirey. 93. 1. 5, Cassation, 5 Janvier 1891 ; Sirey, 91. 1. 102.

(2) Rennes, 4 Mars 1880 ; Dalloz, 81. 2. 213.

l'arrêt de Rennes avait refusé au créancier d'une femme dotale le droit de poursuivre son paiement sur un bien prétendu acquis des deniers dotaux, alors que l'emploi n'en était pas prescrit par le contrat de mariage, comme si l'objet était ainsi frappé de dotalité. Mais la Cour de Cassation repoussa cette prétention ; « Attendu que si, en l'absence dans le
« contrat de mariage d'une stipulation d'emploi, les
« biens acquis des deniers dotaux ne sont pas dotaux,
« il en est autrement du prix de ces biens, jusqu'à
« concurrence du montant de la dot qu'ils repré-
« sentent, et que la femme mariée sous le régime dotal a
« le droit de prélever sur ce prix le montant de sa dot,
« par préférence à ses créanciers ; qu'en statuant ainsi
« l'arrêt a sainement appliqué la loi. »

Telle est la théorie de la jurisprudence ; nous n'avons pas ici à en rechercher l'origine, ni à en discuter la valeur ; nous devons l'accepter comme telle ; et dans ces conditions il nous paraît assez logique que la femme puisse se payer sur le prix du bien vendu par préférence à ses créanciers qui ont connu, en contractant avec la femme, sa situation pécuniaire et son contrat de mariage et qui ont par suite accepté tacitement l'affectation dotale

Mais la jurisprudence a tiré de cette idée des conséquences, qui, quoique logiques, sont peut-être abusives.

C'est ainsi qu'elle a décidé que le principe de l'inaliénabilité de la dot garantissait sa transforma-

tion, de telle sorte que les reprises de la femme, quoique non frappées de dotalité, ne pouvaient être saisies par les créanciers qu'à la charge par eux de faire ressortir la partie de la dot mobilière qu'elles représentent

En conséquence, lorsqu'une femme mariée, qui s'était constitué en dot une somme de 50 000 francs à condition d'emploi en acquisition d'immeubles, s'est rendue adjudicataire d'un immeuble dont le prix a été partiellement payé avec des deniers dotaux, sans qu'il ait été fait aucune déclaration d'emploi lors de l'acquisition, encore bien que ces immeubles soient paraphernaux, et soient en conséquence saisissables, le créancier poursuivant ne peut procéder à la vente qu'à la condition d'assurer préalablement à la femme le remboursement des sommes dotales qui ont été affectées au paiement du prix de l'immeuble.

En vain le Tribunal de première instance de Loubez (1), faisait-il remarquer : « Que soumettre le
« créancier de la femme à lui garantir l'intégralité
« des sommes dotales dont ces immeubles sont la
« représentation, ce serait créer une quasi-dotalité,
« une troisième catégorie de biens, qui, dans bien
« des cas, échapperaient à la poursuite légitime du
« créancier, principalement lorsque celui-ci serait

(1) Loubez, 19 Février 1891 ; Sirey, 93. 2. 97.

« pauvre et què la dot serait opulente ; que, dans la
« cause le créancier, pour pouvoir réaliser le gage
« de sa créance de 3.265 francs serait obligé de
« payer d'abord à la femme la somme de 108.000
« francs ; qu'il ne peut en être ainsi ; attendu que
« l'ordre public, lorsqu'il est intéressé, fait fléchir
« les droits privés, mais que la dotalité des biens
« de la femme mariée sous le régime dotal n'a pas
« d'autre but aujourd'hui que l'intérêt privé de la
« femme ; que l'ordre public n'est nullement inté-
« ressé ; que ce sont donc les principes du droit
« commun qui doivent être appliqués dans la
« cause ;

« Attendu que la vente aux enchères est la seule
« garantie que la loi ait organisée pour sauvegarder
« les droits des mineurs, des interdits, des femmes
« dotales elles-mêmes et des débiteurs expropriés,
« lorsque leurs immeubles sont mis en vente, et que
« rien n'autorise les tribunaux à créer des entraves
« arbitraires à l'exercice légitime du droit d'un
« créancier, ainsi que l'a si clairement démontré
« l'arrêt de la Cour de Toulouse du 24 Février 1860,
« ainsi que cela résulte des arrêts de la Cour de
« Cassation de 1870, 1871 (1) et 1883 (1), arrêts qui
« reconnaissent à la femme le droit de se faire
« attribuer sur le prix le montant des sommes

(1) Cassation, 21 Novembre 1871 ; Sirey, 71. 4. 415 ; Cassation.
1883 ; Sirey, 84. 4. 185.

« dotales représentées par l'immeuble, mais ne
« consacrent en sa faveur aucune entrave à l'exercice
« du droit du créancier sur l'immeuble qui est son
« gage, et ne lui reconnaissent qu'un droit sur le
« prix semblable à celui qu'elle aurait eu sur l'im-
« meuble du mari exproprié. »

La Cour d'Agen, en appel du 13 Août 1891 (1),
répondit à ces raisons par ces motifs :

« Attendu, en droit, que la dot mobilière est
« inaliénable ; que, pour n'être pas dotaux, les
« immeubles saisis n'en sont pas moins la représen-
« tation et le gage de la dot mobilière ; qu'il est de
« jurisprudence constante que le principe de l'ina-
« liénabilité de la dot garantit sa transformation, de
« telle sorte que les reprises de la femme, quoique
« non frappées de dotalité, ne peuvent cependant
« être saisies par ses créanciers, qu'à la charge par
« eux d'en faire ressortir la partie de la dot mobi-
« lière qu'elles représentent ; — attendu que le bénéfice
« de ces principes ne serait pas assuré si la conti-
« nuation des poursuites était ordonnée sans que
« ladite dame fut garantie de l'évènement de l'adju-
« dication qui pourrait l'exposer à perdre tout ou
« partie de sa dot ; qu'il convient, en conséquence,
« d'ordonner certaines mesures de nature à concilier
« les droits de la femme et ceux du créancier. »

(1) Sirey, 93. 2. 97.

Et ces mesures seront que pour réaliser le gage de sa créance de 3.265 francs, le créancier devra payer d'abord à la femme 108.000 francs ! Ces conditions rigoureuses, exigées du créancier saisissant l'immeuble paraphernal représentant des valeurs dotales, rendent la saisie à peu près impraticable.

Dans d'autres arrêts, la jurisprudence décida que si le bien n'est pas dotal et inaliénable, il est du moins la représentation ou le gage de la dot, tellement qu'il ne peut être saisi et vendu par les créanciers de la femme qu'à la charge de lui assurer sur le prix, et au moyen d'une consignation préalable, le remboursement de cette dot (1).

(1) Bordeaux, 14 Mai 1857 ; Sirey, 57. 2. 547.

TROISIÈME PARTIE

Durée de l'Insaisissabilité dotale.

Nous avons étudié l'insaisissabilité dotale pendant le mariage. Il nous faut maintenant déterminer le moment où cesse la protection accordée aux biens dotaux.

A la dissolution du mariage l'inaliénabilité dotale n'existe plus ; les biens ont été dotaux, ils ne le sont plus ; ils sont redevenus aliénables pour la femme ou ceux qui lui ont succédé. Il semblerait donc que les créanciers pourront désormais saisir les biens qui ont été dotaux ? Pourtant il faut remarquer que l'inaliénabilité a eu pour but d'assurer non seulement la conservation des biens dotaux pendant le mariage, mais aussi d'en assurer la restitution à la femme à la dissolution du mariage. Or, comme nous dit M. Planiol (1), « si la dotalité « aboutissait à un simple ajournement temporaire de « l'action des créanciers, le but de son institution ne

(1) Planiol, Droit Civil, III. 1590.

« serait pas atteint ; il faut que la femme soit garantie contre les actes qu'elle fait pendant le mariage, « indéfiniment, même après la dissolution du mariage. »

La jurisprudence pour atteindre ce résultat a adopté le système suivant : à la dissolution du mariage l'inaliénabilité dotale cesse de produire des effets nouveaux. Mais les effets qu'elle avait produits pendant le mariage ne sont pas anéantis lorsque le régime prend fin, et persistent après la dissolution du mariage.

Nous allons étudier ces deux idées dans les deux chapitres suivants.

CHAPITRE 1^{er}

Après la dissolution du mariage la femme n'a plus de biens dotaux inaliénables et insaisissables.

Une première conséquence de ce principe, c'est que la femme peut disposer par testament de ses biens dotaux, même si ce testament est fait au cours du mariage. En effet l'aliénation par testament n'est censée consommée qu'à la mort du testateur ; elle

est donc postérieure ou tout au moins concomitante à la dissolution du mariage ; et à cette époque l'insaisissabilité dotale n'existe plus (1).

Les biens acquis par la femme après la dissolution du mariage ne sont pas dotaux ; ils sont aliénables et saisissables. La femme peut en disposer à son gré ; elle peut faire sur ces biens tous les actes qui sont interdits aux époux mariés sous le régime dotal. Ces biens sont donc le gage des créanciers de la femme, conformément à l'article 2092 du Code Civil. Les créanciers postérieurs à la dissolution du mariage et même ceux qui ont traité avec elle durant le mariage pourront saisir ces biens pour se payer de leur créance.

Pourtant cette solution fut discutée. On a soutenu que la femme ne pouvait voir les biens acquis par elle après son mariage saisissables pour exécution des obligations contractées par elle durant son mariage. Car on voyait dans l'incapacité de s'obliger pendant le mariage la base de la protection des intérêts de la femme. La Cour d'Aix, puis celle de Caen (2) avaient repoussé cette théorie ; pourtant la Cour de Caen le 9 Juillet 1840 (3) admit que la

(1) Bordeaux, 20 Décembre 1832 ; Sirey, 33. 2. 279 ; Caen 15 Juin 1835 ; Sirey, 38. 2. 522.

(2) Aix, 12 Février 1825, S. C. N. 1825, 2. 27 ; Caen, 26 Juin 1835 ; Sirey, 40. 2. 402.

(3) Sirey, 1840, 2. 405.

constitution en dot de tous les biens présents et à venir comprenait nécessairement tous ceux qui lui écherraient après la dissolution du mariage. Mais la Cour de Cassation (1) repoussa cette thèse : « Atten-
« du que si l'article 1542. permet la constitution en
« dot de tous les biens présents et à venir de la
« femme, il résulte évidemment de l'article 1540
« que les biens présents et à venir dont il s'agit ne
« peuvent être que ceux qui seront apportés au
« mari ; attendu que les biens advenus ou échus à
« la femme depuis la dissolution du mariage, ne sont
« pas apportés au mari, et dès lors ne peuvent être
« dotaux ».

Pourtant on essaya encore un moyen pour arriver au même résultat : la femme, dans son contrat de mariage, stipulait expressément que les biens qu'elle pourrait acquérir après la dissolution de son mariage ne répondraient pas des engagements qu'elle pourrait avoir pris durant son mariage. Mais la jurisprudence a condamné ces clauses (2) ; la Cour de Paris dit en effet ceci :

« Que si la femme avait stipulé dans son contrat
« de mariage que ses engagements pris pendant le
« mariage ne pourraient atteindre ni les biens
« dotaux, ni ceux même que la femme acquerrait

(1) Cassation, 7 Décembre 1842 ; Sirey, 43. 1. 431.

(2) Paris 23 Novembre 1865 ; Sirey, 66. 2. 6 ; Bordeaux, 12 Mai 1868 ; Sirey, 69. 2. 33.

« après la dissolution du mariage ; mais que le
« principe en vertu duquel tous les biens du débi-
« teur répondent de ses engagements n'admet que
« les exceptions consacrées et autorisées par la loi ;
« que la liberté des biens est d'ordre public, et que
« le contrat de mariage lui-même n'y peut faire
« d'autre exception que celle qui résulte de la dota-
« lité ».

Il faut également décider que la dotalité n'atteint pas les biens qui adviennent à la femme à titre de gain de survie, car son droit sur ces biens ne peut s'ouvrir qu'à la dissolution du mariage (1).

Mais il nous faut maintenant examiner une question qui est très intéressante et très discutée : Que faut-il décider pour le cas où, après la dissolution du mariage, la femme, ses héritiers ou ses légataires vendent les anciens biens dotaux ? Certains soutiennent que le prix de cette vente, ou le bien acquis en remploi sont des biens nouveaux qui pourront par suite être saisis même par les créanciers auxquels la dotalité était opposable. D'autres au contraire voient en ce cas une subrogation qui empêche ces biens d'être saisissables tout comme les anciens biens dotaux qu'ils représentent.

(1) Bordeaux, 30 Août 1850 ; Sirey, 51. 2. 65 ; Limoges, 15 Juillet 1850 ; Sirey, 52. 2. 670.

Un arrêt de la Cour de Paris du 9 Juin 1856 (1) se prononça en faveur de la première opinion :

« Considérant, en droit, que si les héritiers d'une
 « femme dotale peuvent, à quelque source qu'ils
 « aient puisé leur droit, soustraire le fonds dotal à
 « l'exécution des engagements qu'elle a pu contrac-
 « ter durant le mariage, il répugne à la raison non
 « moins qu'à la saine entente des lois de la matière,
 « qu'à l'égard des héritiers institués le privilège de
 « la dotalité survive à la transformation par eux
 « faite des biens qu'ils ont reçus de la femme dotale ;
 « considérant, en effet, que lorsque le ménage est
 « dissous, le mari mort et la femme décédée sans
 « postérité, les motifs sur lesquels est fondée l'ina-
 « liénabilité du fonds dotal ne subsistent plus, et
 « qu'on ne pourrait, sans offenser l'esprit de la
 « législation, étendre au prix d'immeubles dotaux,
 « quand ils sont vendus par le légataire universel,
 « des immunités qui n'ont été établies que pour les
 « immeubles eux-mêmes et dans l'intérêt des famil-
 « les ; que le résultat de ce système serait de
 « substituer à un privilège exorbitant un privilège
 « nouveau qui n'est point écrit dans la loi, d'ad-
 « mettre, hors des cas déterminés, des subrogations
 « de choses, d'affranchir enfin l'héritier institué des
 « obligations inhérentes au legs universel »

Mais nous pensons au contraire que la créance du

(1) Sirey, 56. 2. 330

prix ou l'immeuble acheté avec ce prix sont subrogés à l'ancien immeuble dotal, et par suite échappent aux poursuites du créancier qui a contracté pendant le mariage.

Pour la créance du prix, elle ne peut, croyons-nous, être saisie par le créancier, surtout en présence de la jurisprudence actuelle qui consacre le principe de l'inaliénabilité de la dot mobilière.

M. Labbé (1) écrit ceci : « D'après cette jurisprudence, ce qui est inaliénable et par suite insaisissable, c'est la dot, c'est la valeur affectée à ce titre au soutien de la famille. Peu importe que cette valeur soit mobilière ou immobilière ; peu importe, par conséquent que d'immobilière elle devienne mobilière. Ce qu'il faut considérer pour arrêter la poursuite du créancier, ce n'est pas la nature du bien saisi, c'est son affectation directe ou son origine ». Or ici l'origine est évidente, puisqu'il s'agit du prix encore dû provenant de la vente d'un immeuble dotal. Le créancier qui ne pouvait saisir l'immeuble ne pourra non plus saisir le prix représentant cet immeuble (2).

Sans doute il n'y a plus de biens dotaux, les biens n'ont plus la même destination, et tous les actes de leur propriétaire, postérieurs à la dissolution du

(1) Revue Critique, tome 9, p. 14.

(2) Aubry et Rau, V, § 538, note 15, p. 608.

mariage, sont régis par les principes ordinaires. « Mais, ajoute M. Labbé, en est-il de même des « actes accomplis durant le mariage ? Pour régler « l'effet de ces actes, ne faut-il pas conserver aux « biens le caractère qu'ils avaient au moment où « sont nés les droits des tiers ? Comme une nullité « ne dépend pas en général de faits postérieurs au « contrat, ne faut-il pas décider que ce qui est « interdit actuellement au créancier de saisir, c'est « ce qu'il n'aurait pas pu saisir durant le mariage, et « que tout ce qui serait dotal et insaisissable, si le « mariage existait encore, doit être soustrait à l'ac- « tion du créancier dont le titre est contemporain « du mariage ? Pour ce créancier, la dot subsiste « toujours avec son caractère d'unité abstraite, sus- « ceptible de transformation dans ses éléments ; car « les conséquences de l'incapacité de la femme dotale « ne doivent pas être affaiblies par la dissolution du « mariage ».

Il en est de même pour l'immeuble acheté avec le prix de vente d'un immeuble dotal : le créancier qui a contracté avec une femme durant le mariage, ne pourra saisir cet immeuble après le mariage. Il faut, en effet, appliquer ici les mêmes règles que pendant le mariage ; donc si un immeuble dotal est vendu, et qu'avec le prix on achète un immeuble, s'il n'y a pas de doute sur l'origine du prix d'achat, cet immeuble sera insaisissable comme l'était l'immeuble vendu.

Mais une fois la femme divorcée ou veuve, ses anciens immeubles dotaux et ses biens actuels sont saisissables à l'égard des créanciers qui ont contracté avec elle après la dissolution du mariage.

C'est ce que la Cour de Cassation a décidé très nettement dans un arrêt du 7 Juin 1882 (1) :
« Quand le mariage une fois dissous, la femme est
« redevenue libre de sa personne et de ses biens....
« dans ce cas, l'exception de dotalité ne peut plus
« soustraire les biens qui formaient la dot au
« paiement des dettes qui n'ont été contractées que
« quand le régime dotal a cessé d'exister avec le
« mariage lui-même ».

Remarquons enfin que nous arrivons à la même solution que la jurisprudence, avec notre théorie.

Les créanciers qui ont contracté pendant le mariage avec une femme dotale, ayant connu la dotalité qui frappait certains biens, ont renoncé librement à voir ces biens faire partie de leur droit de gage. Ils restent liés par cette clause même après la dissolution du mariage.

Au contraire, les créanciers postérieurs au mariage ne peuvent se voir opposer l'insaisissabilité des anciens biens dotaux, car, au moment où ils ont

(1) Sirey, 85. 1. 220.

contracté avec la femme, celle-ci n'était plus mariée et n'avait par suite plus de biens dotaux. Ils ont donc compté à juste titre sur tout le patrimoine de la femme pour les garantir de leur créance.

CHAPITRE 2

Persistance, après la dissolution du mariage, des effets produits pendant le mariage par l'inaliénabilité.

Si les époux, pendant le mariage, ont fait des actes de disposition, qui sont en opposition avec les règles de l'inaliénabilité dotale, il est indiscutable que ces actes ne sont pas exécutoires après la dissolution du mariage.

Par exemple si les époux ont fait une vente, l'acquéreur ne pourra prétendre la faire exécuter; et même s'il avait déjà été mis en possession, l'article 1560 permettra « à la femme ou à ses héritiers de révoquer l'aliénation après la dissolution du mariage, sans qu'on puisse leur opposer aucune prescription pendant sa durée ».

La jurisprudence admet la même solution en ce qui concerne l'insaisissabilité des biens dotaux. Si la femme contracte des obligations pendant le mariage, elles ne seront pas exécutable sur ses biens dotaux même après la dissolution du mariage. Cette solution fut critiquée assez vivement car elle aboutit parfois à une injustice : par exemple une femme s'étant obligée pendant son mariage, repoussera le créancier qui, après le mariage, voudrait saisir le bien dotal libre désormais ; et cependant elle pourra disposer de ce même bien en faveur d'un nouveau créancier. Le créancier le plus ancien sera sacrifié au plus récent (1). Les adversaires du système de la jurisprudence ont essayé d'appuyer leur thèse sur des arguments juridiques et cité quelques arrêts qui disent en effet que « l'exécution
« des engagements contractés par la femme mariée
« sous le régime dotal, peut être poursuivie après
« son décès contre ses héritiers, sur les biens
« dotaux par eux recueillis dans la succession (2).

Mais la grande majorité des arrêts est d'avis contraire (3) :

(1) Caen, 8 Décembre 1828 ; Sirey, 28. 2. 167 ; Paris, 7 Mars 1851 ; Sirey, 51. 2. 289.

(2) Toulouse, 29 Novembre 1834 ; Sirey, 35. 2. 462.

(3) Bordeaux, 23 Mars 1865 ; Sirey, 65. 2. 334 ; Cassation, 28 Février 1834 ; Sirey, 34 1. 208.

Un arrêt de Cassation du 18 Août 1869 (1), par exemple, décida que les obligations contractées pendant le mariage par la femme dotale ne peuvent, hors des cas prévus par la loi, engager ses biens dotaux, même après le mariage dissous. Et spécialement, l'obligation résultant pour la femme de l'acceptation pure et simple d'une succession par elle faite avec l'autorisation de son mari, ne peut, même après la dissolution du mariage, être exécutée sur ses biens dotaux autres que ceux lui provenant de cette succession. « Attendu que les obligations « contractées pendant le mariage par la femme dotale « ne peuvent, hors des cas prévus par la loi, engager « ses biens dotaux, même après le mariage dissous ; « que ce principe ne reçoit point exception dans le « cas où elle a accepté purement et simplement une « succession avec l'autorisation de son mari, et a pris « ainsi virtuellement l'obligation d'acquitter *ultra* « *vires* les dettes de cette succession ; qu'aucune dis- « position légale ne permet de poursuivre l'exécution « dudit engagement sur ses biens dotaux autres que « ceux qui lui proviennent de la succession même « dont les dettes sont à payer ».

Et le système de la jurisprudence est bien conforme au but du régime dotal. Durant le mariage il protège la femme contre les abus d'influence du mari. Il serait anormal de décider que les poursuites

(1) Sirey, 70. 1. 69.

deviendraient possibles après la dissolution du mariage ; car ainsi, un mari, peu scrupuleux, pourrait tirer parti des engagements de sa femme.

Enfin, à la dissolution du mariage, la femme devenue veuve, ayant des enfants peut-être, doit retrouver sa dot intacte pour subvenir à ses charges de famille ; il serait incompréhensible d'assurer à la femme la restitution de sa dot dans ce but, pour que le lendemain elle se trouve dépouillée par les anciens créanciers

Nous avons déjà vu qu'avec notre théorie nous arrivions au même résultat ; car les créanciers qui ont contracté avec une femme dotale ont consenti l'affectation dotale et restent liés par cette acceptation tacite même après la dissolution du mariage.

QUATRIÈME PARTIE

Sanction de l'insaisissabilité

La sanction de l'insaisissabilité est bien simple : une saisie des biens dotaux, dans les cas où elle ne peut être opérée, est nulle. Mais ce n'est pas par la revendication que la restitution de l'immeuble peut être exigée ; c'est par la voie de l'action en nullité. En effet la saisie a une existence légale, qui doit être respectée tant qu'elle n'a pas été annulée.

La jurisprudence n'est pas arrivée aussitôt au système qu'elle a adopté aujourd'hui. Deux moyens se présentaient à elle pour arriver à faire tomber la saisie : un premier moyen consistait à accorder à la femme une action en nullité de la saisie pratiquée sur le bien dotal ; en ce cas on appliquait l'article 728 du Code de Procédure Civile, qui impartit un délai, passé lequel la saisie et l'adjudication sont irrévocables.

L'autre moyen consistait à tenir compte de la nature du bien et à donner à la femme le droit de

former une demande en distraction. C'est une revendication incidente à la saisie. La saisie et l'adjudication terminées, la femme pourrait revendiquer son immeuble entre les mains de l'adjudicataire. En ce cas, durant le mariage, c'est le mari seul, qui, comme administrateur de la dot, pourrait exercer la demande en distraction ou l'action en revendication. La femme ne le pourrait qu'à la dissolution du mariage, époque à laquelle elle recouvrera l'exercice de ses actions dotales.

Si l'on adopte le premier système, la femme devra nécessairement intervenir dans la procédure de saisie, pour pouvoir faire valoir ses droits en temps utile. Le créancier saisissant devra, en ce cas, mettre en cause la femme dotale. La femme pourra de cette façon défendre son bien, sans faire échec au principe de l'article 1549 qui confère au mari seul l'exercice des actions dotales.

Quelques décisions refusèrent d'abord à la femme le droit d'agir après les délais de l'article 728 du Code de Procédure (1).

Mais on craignit que la dot ne fut perdue par l'inaction du mari au cours de la procédure de saisie, et la jurisprudence adopta le système de l'action en distraction. Un arrêt de la Cour de

(1) Cassation, 20 Août 1823 ; Sirey, 23. 1. 316.

Toulouse, confirmé en Cassation (1) permit à la femme d'exercer l'action en revendication à la dissolution du mariage. Mais en 1850 la Cour de Cassation abandonna le système de distraction pour celui de la nullité (2). Désormais la femme dont les biens dotaux ont été compris dans une saisie immobilière dirigée contre elle et contre son mari, ne peut agir par voie de demande en distraction ; elle doit agir par voie de demande en nullité, dans les délais prescrits par les articles 728 et 729 pour faire tomber la saisie en ce qui concerne ses biens dotaux. « Attendu qu'en matière de saisie immobilière, la demande en nullité et la demande en distraction sont deux voies de procéder distinctes « que la loi ouvre à des intérêts placés dans des « positions différentes et qu'il n'est pas permis de « confondre ; — que, lorsque c'est la partie saisie « elle-même qui veut faire tomber la poursuite, soit « parce que les actes de la procédure ont été irrégulièrement faits, soit parce que le poursuivant « est sans droit pour l'exercer, c'est à la demande en « nullité qu'il faut avoir recours, et que la demande

(1) Cassation, 11 Juin 1828 ; Sirey, 1830, 1. 408. Dans le même sens, Pau, 5 Mars 1833 ; Sirey, 1833, 2. 423 ; Lyon, 10 Juillet 1837 ; Sirey, 37. 2. 466 ; Pau, 16 Juin 1849 ; Sirey, 50. 2. 129 ; Agen, 15 Décembre 1851 ; Sirey, 52. 2. 365.

(2) 30 Avril 1850 ; Sirey, 50. 1. 407 ; Dans le même sens, Bordeaux, 1^{er} Février 1839 ; Sirey, 39. 2. 281 ; Amiens, 6 Mars 1847 ; Sirey, 50. 2. 135.

« en distraction ne compète qu'à la personne qui,
« prétendant que des biens qui lui appartiennent
« ont été à tort compris dans une saisie qui lui est
« étrangère, intervient dans la poursuite pour les en
« faire retrancher » (1).

Donc, en vertu de l'article 728 du Code de Procédure Civile, la nullité ne pourra être demandée par la femme que trois jours avant la publication du cahier des charges. Seulement la jurisprudence reconnaît que si la femme laisse passer ces délais, elle pourra encore obtenir que le prix payé par l'adjudicataire lui soit attribué, « comme provenant de biens qui n'étaient pas affectés à l'exécution de ses obligations » (2).

(1) Arrêt d'Amiens précité du 6 Mars 1847 ; Dans le même sens, Cassation, 9 mars 1870 ; Dalloz, 72. 1. 85.

(2) Cassation, 21 Janvier 1856 ; Dalloz, 56. 1. 354.

CINQUIEME PARTIE

Les règles de l'insaisissabilité des immeubles dotaux peuvent-elles être étendues aux meubles dotaux ?

La doctrine mettant en œuvre le principe de déduction rationnelle et logique, a pensé que la protection de l'inaliénabilité ne pouvait s'appliquer à la dot mobilière. Le droit commun, c'est la liberté des biens, l'inaliénabilité c'est l'exception ; elle ne peut exister sans un texte qui la permette ; or les articles qui s'occupent de l'inaliénabilité n'envisagent que son application aux immeubles.

La jurisprudence, au contraire, a depuis longtemps étendu les règles de l'inaliénabilité de la dot immobilière à la dot mobilière. Et les auteurs reconnaissent que c'est là une innovation heureuse. M. Laurent conclut en effet en ces termes : « Pourquoi chercher
« des arguments juridiques à l'appui de la doctrine
« de la jurisprudence qu'aucun argument ne peut
« justifier, puisque l'inaliénabilité du mobilier dotal
« ne pourrait être admise qu'en vertu d'un texte
« formel, et que ce texte n'existe pas ? Avouons-le,

« la jurisprudence nouvelle, de même que celle des
« parlements, a fait la loi en obéissant aux exigences
« d'un état social qui diffère entièrement de la
« société romaine. Notre société est devenue com-
« merciale et industrielle ; la richesse mobilière,
« presque inconnue des Romains, prend une impor-
« tance tous les jours croissante ; il en résulte que
« les dots mobilières sont la règle et les dots immo-
« blières l'exception. Le régime romain ne suffit donc
« plus pour garantir les intérêts de la femme ; si
« l'on veut maintenir le régime dotal, il faut étendre
« l'inaliénabilité à la dot mobilière. C'est ce qu'a
« fait la jurisprudence ; le législateur avait seul le
« droit de le faire » (1).

Une première conséquence de ce principe admis par la jurisprudence est celle-ci : Si le mari aliène des meubles dotaux, mais ne les livre pas, le tiers en a-t-il la propriété et peut-il en demander la délivrance sans être arrêté par l'exception de dotalité ? Oui, car l'inaliénabilité mobilière ne peut entraver en rien les pouvoirs du mari administrateur de la dot, et comme on ne peut administrer le mobilier corporel qu'à la condition de pouvoir en disposer,

(1) XXIII, n° 541. Dans le même sens, Duranton, XV, 542 ; Seriziat, n° 428 ; Troplong, IV, 3225 ; Marcadé, VI, art. 1554, II et III et *Revue Critique*, années 1851, p. 602 et 622, 1852, p. 206 et 458 et 1853, p. 212 ; Aubry et Rau, V, § 537 bis, p. 598 ; Colmet de Santerre, VI, 233 bis, 1 ; Jouitou, n° 371.

suivant les circonstances, il faut tenir pour valable l'aliénation du mobilier corporel faite par le mari (1).

De même pour le mobilier incorporel apporté en dot, les créances : le mari administrateur peut les transporter ou les aliéner (2).

Le principe de l'inaliénabilité ne porte non plus aucune atteinte au droit que la possession peut conférer aux tiers sur le mobilier corporel dotal, et aussi tout droit réel de nantissement, conféré par le mari à des tiers sur le mobilier corporel dotal, devra être maintenu malgré la dotalité des meubles donnés en nantissement : « Attendu que si l'inaliénabilité de la dot mobilière réserve le droit de la femme de telle sorte que, dans aucun cas, même par son fait personnel, elle ne puisse ni perdre, ni aliéner son recours contre son mari, non plus que son hypothèque légale destinée à en assurer l'effet, il faut reconnaître toutefois que cette inaliénabilité ne saurait aller jusqu'à neutraliser, au préjudice des tiers, les effets de la transmission qui leur serait faite par le mari de ce mobilier ; que le principe de l'inaliénabilité de la dot mobilière de la femme, poussé à cette conséquence

(1) Cassation, 6 Décembre 1859 ; Sirey, 60. 4. 644 et Dalloz, 59. 4. 501 ; Cassation, 13 Janvier 1874 ; Sirey, 74. 4. 160.

(2) Cassation, 12 Août 1846 ; Sirey, 46. 4. 602 ; Dalloz, 46. 1. 296 ; Cassation, 26 Août 1851 ; Sirey, 51. 1. 805 ; Dalloz, 51. 4. 283 ; Cassation, 1^{er} Décembre 1851 ; Sirey, 51. 4. 805 ; Dalloz, 51. 4. 309.

« extrême, produirait en effet, ce qui ne peut être
« admis, ce double résultat, d'une part, d'apporter
« un trouble véritable dans l'administration du
« mari, et, d'autre part, d'entraver, de la manière la
« plus fâcheuse, la libre circulation des choses
« mobilières, que, dans une pensée d'utilité générale,
« l'article 227.) du Code Civil a voulu protéger
« contre toutes les incertitudes, en posant en principe
« qu'en fait de meubles possession vaut titre » (1).

C'est donc seulement en ce qui concerne les actes de la femme dotale que l'inaliénabilité de la dot mobilière pro luira ses effets ; la Cour de Cassation dans son arrêt du 6 Décembre 1859 (2) a résumé ces effets : « La femme dotale est dans l'impuissance de
« renoncer, même avec l'autorisation de son mari,
« aux créances résultant pour elle de la responsabilité
« encourue par celui-ci dans l'exercice du
« pouvoir d'administration qui lui appartient ».

Par suite la femme ne peut céder ses reprises, ni recevoir le remboursement de ses créances dotales (3).

Elle ne peut non plus subroger à son hypothèque

(1) Cassation, 4 Août 1856 ; Sirey, 57. 1. 216 ; Dalloz, 56. 1. 335.

(2) Sirey, 60. 1. 644 ; Dalloz, 59. 1. 501.

(3) Cassation 23 Août 1854 ; Sirey, 55. 1. 404 ; Cassation, 12 Février 1857 ; Sirey, 57. 1. 349.

légale, ni y renoncer, ni céder la priorité de son droit hypothécaire (1).

La femme ne peut encore transiger ou compromettre sur ses droits dotaux mobiliers, ni faire de déclaration de nature à porter atteinte à ces droits (2).

Les exceptions à la règle de l'inaliénabilité dotale, écrites dans les articles 1555 à 1559 pour les immeubles, s'appliquent par analogie aux meubles ; ceux-ci ne peuvent pas en effet être moins inaliénables que les immeubles (3).

Donc, puisque la dot mobilière est inaliénable comme la dot immobilière, il s'ensuit nécessairement que les meubles dotaux ne peuvent pas être saisis pour les obligations contractées par la femme durant le mariage, et cela à quelque époque que ce soit, pendant le mariage ou après sa dissolution ; en effet, puisque la dot mobilière est inaliénable, la femme

(1) Cassation, 26 Mai 1836 ; Sirey, 36. 1. 775 ; Cassation, 11 Mai 1859 ; Sirey, 59. 1. 481 ; Cassation, 13 Février 1866 ; Sirey, 66. 1. 497 ; Cassation, 3 Février 1879 ; Sirey, 79. 1. 353 ; Cassation, 3 Décembre 1883 ; Dalloz, 84. 1. 334.

(2) Aubry et Rau, V, § 537 bis, page 601.

(3) Bordeaux, 22 Novembre 1832 ; Sirey, 33. 2. 584 ; Cassation, 7 Avril 1868 ; Sirey, 68. 1. 270.

n'a pas pu, en s'obligeant, donner à ses créanciers le droit de la faire vendre (1).

Nous renvoyons donc à notre section II : tout ce que nous avons dit des immeubles dotaux s'appliquera aux meubles dotaux

(1) Cassation, 1^{er} Février 1819 ; Sirey, C. N. VI. 1. 16 ; Paris, 26 Août 1820 ; Sirey, C. N. VI. 2. 316 ; Montpellier, 1^{er} Février 1828 ; Sirey, C. N. IX. 2. 26 ; Paris, 30 Juin 1834 ; Sirey, 34.2.473 ; Rennes, 4 Mars 1880 ; Sirey, 81. 2. 265 ; Dalloz, 81. 2. 210.

CONCLUSION

En résumé donc, et pour conclure — tout en rappelant la réserve que nous avons faite au début de cette étude, à savoir que nous ne prétendons pas que notre théorie fut connue des rédacteurs du Code Civil, — nous croyons que la théorie que nous avons proposée nous a fourni un critérium qui nous a permis de mettre un peu d'unité dans les nombreuses questions que nous avons eues à examiner.

Nous sommes arrivés, sauf de rares exceptions, aux mêmes conclusions que la jurisprudence, contrairement aux théories fournies par la doctrine qui sont, moins souvent que la nôtre, d'accord avec la jurisprudence.

Nous avons ainsi réussi, nous l'espérons du moins, à grouper autour d'une formule uniforme et commode les nombreuses solutions de la jurisprudence.

Désormais pour savoir si la dotalité est ou non opposable aux créanciers de la femme, il suffira de se poser cette question très simple :

Les créanciers de la femme dotale ont-ils connu
ou dû connaître l'affectation dotale ?

Si Oui, ils ne pourront pas saisir les biens dotaux.

Si Non, ils pourront saisir ces biens.

Vu :

Le Doyen de la Faculté,

Ch. LYON-CAEN.

Vu ;

Le Président de la Thèse,

A. WEISS.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
I ^{re} PARTIE. — A quels créanciers l'affectation des biens est-elle opposable ? A quels créanciers ne l'est-elle pas ?	17
<i>Section I.</i> — Dettes antérieures au mariage	18
CHAPITRE 1 ^{er} . — Biens que la femme s'est constitués elle-même en dot	19
<i>a)</i> L'immeuble dotal était hypothéqué	19
<i>b)</i> Constitution de dot universelle.	20
<i>c)</i> Créanciers chirographaires en présence d'une constitution de dot à titre particulier	21
CHAPITRE 2. — Biens constitués en dot à la femme par un tiers.	24
CHAPITRE 3. — Qu'entend-on par créanciers antérieurs au ma- riage ?	27
<i>a)</i> Créanciers antérieurs au contrat de mariage.	27
<i>b)</i> Créanciers voyant naître leur droit entre le contrat de mariage et le mariage	28
<i>c)</i> Créanciers dont le droit est né antérieurement au mariage, mais dont la créance n'est exigi- ble qu'après le mariage.	33
<i>d)</i> Dettes contractées dans le contrat de mariage.	38
CHAPITRE 4. — La créance doit avoir date certaine	39
<i>Section II.</i> — Dettes postérieures au mariage	43
CHAPITRE 1 ^{er} . — Dettes provenant du délit ou du quasi-délit de la femme	44
§ 1 Dettes provenant des délits ou quasi-délits de la femme en dehors des contrats.	47
§ 2 Quid du coauteur ou du complice subrogé dans les droits de sa victime.	53
§ 3 Dettes provenant des fautes et fraudes de la femme dans les contrats	56
<i>a)</i> Faits commis lors de la conclusion des contrats.	57
<i>b)</i> Faits commis lors de l'exécution des contrats	64

CHAPITRE 2 — Dettes grevant les successions recueillies par une femme qui s'est constitué en dot ses biens à venir	65
CHAPITRE 3 — Dettes provenant des quasi contrats de la femme	68
a) C'est la femme qui a géré l'affaire d'autrui	69
b) C'est le tiers qui a géré l'affaire de la femme	69
CHAPITRE 4. — Dettes provenant d'obligations légales	71
CHAPITRE 5. — Créanciers postérieurs au mariage saisissant un bien dotal hypothéqué, dans les cas où l'aliénation est permise par la loi.	72
CHAPITRE 6. — De certains privilèges créés par la loi	73
a) Privilège de l'avoué et de l'avocat	74
b) Privilège du vendeur	76
c) Privilège du copartageant	82
d) Privilège du constructeur	83
II ^e PARTIE. — Objet du gage des créanciers.	88
CHAPITRE 1 ^{er} . — Les créanciers pouvant saisir les biens dotaux peuvent-ils saisir la pleine propriété de ces biens ou seulement la nue-propriété ?	89
CHAPITRE 2. — Quels sont les biens qui sont exclus du gage des créanciers à qui la dotalité est opposable ?	94
III ^e PARTIE. — Durée de l'insaisissabilité dotale	101
CHAPITRE 1 ^{er} . — Après la dissolution du mariage la femme n'a plus de biens dotaux inaliénables et insaisissables	102
CHAPITRE 2. — Persistance, après la dissolution du mariage, des effets produits pendant le mariage par l'inaliénabilité.	110
IV ^e PARTIE. — Sanction de l'insaisissabilité	114
V ^e PARTIE. — Les règles de l'insaisissabilité des immeubles dotaux peuvent-elles être étendues aux meubles dotaux ?	118
CONCLUSION	124

